



**KPMG Audit Sénégal S.A.
avec Administrateur Général**

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
3^{ème} Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27

Télécopie : + 221 33 822 17 02

NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDÉPENDANTE
DE LA CONFORMITÉ DE LA PASSATION DES
MARCHÉS DES AUTORITÉS CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2011
GROUPE I**

AUTORITE CONTRACTANTE :

**Ministère de la Formation Professionnelle, de
l'Apprentissage et de l'Artisanat
-MFPAA-**

RAPPORT DEFINITIF

Autorité de Régulation des Marchés Publics ARMP

Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber

BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 81 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS-SP- DSDS-2013-05-796



SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE	6
1.1 Déroulement de la mission	6
1.1.1 Contexte	6
1.1.2 Modalités d'intervention	7
1.1.2.1 Audit de la passation	7
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique	9
1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics	9
1.3 Constats de l'audit	10
1.3.1 Échantillons	10
1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés	11
1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés	12
1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière	14
1.4 Recommandations	15
1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010	22
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	23
2.1 Rappel des termes de références	23
2.1.1 Contexte de la mission	23
2.1.2 Objectifs de la mission	24
2.1.2.1 Objectif principal	24
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	24
2.1.3 Périmètre de la mission	25
2.2 Méthodologie de mise en œuvre	26
2.2.1 Approche contradictoire	26
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	27
2.3 Description des travaux d'audit	28
2.3.1 Audit de la passation des marchés	28
2.3.1.1 Revue des textes	28
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	28
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	28
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	29
2.3.3 Audit technique	29
2.4 Constitution de l'échantillon d'audit	29
2.4.1 Échantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés	29
2.4.1.1 Description de l'échantillon	29
2.4.1.2 Correction de l'échantillon	30
2.4.2 Échantillon pour l'audit technique	31
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	32
3.1 Rappels	32
3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	32
3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	32
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel	33
3.1.2 Principes	34

3.1.2.1	Champ d'application du CMP	34
3.1.2.2	Durée des marchés (article 14 du CMP)	35
3.1.2.3	Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	36
3.1.2.4	Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)	36
3.1.2.5	Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)	37
3.1.2.6	Approbation des marchés	38
3.1.3	Procédures	39
3.2	Constats relatifs au dispositif des marchés publics	39
3.2.1	Responsabilité des MO et MOD	39
3.2.1.1	Modalités de fonctionnement de la CPM	39
3.2.1.2	Capacité de lancer des mises en concurrence	40
3.2.2	Exercice des contrôles	40
3.2.2.1	Rappels	40
3.2.2.2	Exercice des contrôles	41
3.2.2.3	Fonctionnement de la Commission des Marchés du MFPA	42
3.2.2.4	Rôle du Contrôleur Financier	43
3.2.3	Régulation	43
4.	AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	45
4.1	Constats généraux	45
4.1.1	Constats de carence documentaire	45
4.1.1.1	Carence documentaire concernant la passation	45
4.1.1.2	Carence documentaire concernant l'exécution financière	45
4.1.2	Fractionnements potentiels	46
4.1.2.1	Rappels	46
4.1.2.2	Évaluation des fractionnements potentiels	46
4.2	Audit de la passation des marchés	49
4.2.1	Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)	49
4.2.1.1	Rappels	49
4.2.1.2	Constats	50
4.2.1.3	Commentaires	51
4.2.2	Avis d'Appels d'Offres (AAO)	52
4.2.2.1	Rappels	52
4.2.2.2	Constats	53
4.2.2.3	Commentaires	53
4.2.3	Réception et dépouillement des offres	55
4.2.3.1	Rappels	55
4.2.3.2	Constats	56
4.2.3.3	Commentaires	57
4.2.4	Évaluations des offres et attribution des marchés	57
4.2.4.1	Rappels	57
4.2.4.2	Constats relatifs à l'évaluation	59
4.2.4.3	Commentaires relatifs à l'évaluation	60
4.2.4.4	Constats relatifs à l'Attribution	61
4.2.4.5	Commentaires relatifs à l'Attribution	62
4.2.5	Cas particulier des marchés passés par entente directe	62
4.2.5.1	Rappels	62
4.2.5.2	Constats	64
4.2.6	Délais de passation des marchés	65
4.2.6.1	Rappels	65
4.3	Audit de l'exécution financière	66
4.3.1	Etendue des travaux d'audit du volet financier	66
4.3.1.1	Concernant l'engagement	66
4.3.1.2	Concernant le contrôle et la certification du service fait	66
4.3.1.3	Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	66

4.3.1.4	Limites de l'audit de l'exécution financière	66
4.3.2	Constats d'audit sur le volet d'exécution financière	66
4.3.2.1	Production et gestion des garanties contractuelles	66
4.3.2.2	Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	67
4.3.2.3	Commentaires	67
4.3.2.4	Réception et paiement des prestations	68
4.3.2.5	Constats	68
4.3.2.6	Commentaires	69
4.4	Audit de l'exécution physique	70
5.	RECOMMANDATIONS	71
5.1	Recommandations générales	71
5.1.1	Recommandations relatives à l'archivage	71
5.1.2	Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants	72
5.1.3	Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori	72
5.2	Recommandations relatives au fractionnement	72
5.3	Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés	73
5.4	Recommandations relatives à l'attribution des marchés	73
5.5	Recommandations relatives au renforcement de la régulation	74
6.	ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES	75
6.1	Liste des DRP contrôlées	75
6.2	Liste des appels d'offres contrôlés	80
6.3	Liste de l'Entente Directe	81

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELLATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appel d’Offres
AOO	Appels d’Offres Ouvert
AOR	Appel d’Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code d’Obligation de l’Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
MFPA	Ministère de la Formation Professionnelle, de l’Apprentissage et de l’Artisanat
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès-verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
SPPM	Société à Participation Publique Majoritaire
TDR	Termes de référence
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

1. SYNTHÈSE

1.1 Déroulement de la mission

1.1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un sur les systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre sur la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celle de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la promulgation du Code des Marchés Publics (CMP) au Sénégal en avril 2007 et dans la foulée, la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés ;
- ✚ en 2011, un nouveau Code des Marchés Publics a été promulgué (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) pour des soucis d'efficacité et d'efficience ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit donc dans le cadre de la généralisation précitée.

1.1.2 Modalités d'intervention

1.1.2.1 Audit de la passation

Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les tâches suivantes :

- ✚ en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

Modes de passation des marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	13	1 409 213 710	13	1 409 213 710	100	100
Appel d'Offres Restreint (AOR)	0	0	0	0	0	0
Prestations Intellectuelles (PI)	0	0	0	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	115	1 071 058 743	64	689 529 655	57	64
Entente Directe (ED)	1	749 197 165	1	749 197 165	100	100
DRP allégées	0	0	0	0	0	0
TOTAL	129	3 229 469 618	78	2 847 940 530	63	60

- ✚ vérifier les procédures de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- ✚ examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- ✚ établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- ✚ analyser l'organisation en général **et les structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle,) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés ;**
- ✚ **faire des vérifications sur :**
 - l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires,
 - la production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution,
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux,
 - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures,
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM,
 - la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour,
 - l'application des pénalités de retard prévues ;
- ✚ examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même que son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- ✚ vérifier le niveau d'application des recommandations émises par les audits antérieurs ;
- ✚ formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- ✚ demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant nous permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaire, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....) ;
- ✚ procéder aux recoupements et confirmations d'information des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;
- ✚ organiser des séances de restitution de notre rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

1.1.2.2 Audit de l'exécution physique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Concernant le dispositif des marchés publics mis en place au niveau du MFPA pour la gestion 2011, nous avons constaté que :

a) Pour la Cellule de Passation de Marchés :

1. Un retard a été noté dans la mise en place de la Cellule de Passation des Marchés. La CPM a été mise en place par décision N° 003266/METFP/DC/DAGE/DBC du 28/03/2011, alors que les copies des actes de nomination doivent être envoyées à l'ARMP et à la DCMP avant le 05 janvier,
2. La Cellule n'a pas produit les rapports trimestriels prévus par la réglementation et portant sur la passation et l'exécution des marchés, mais uniquement un rapport annuel ;
3. Nous n'avons obtenu aucun document matérialisant la transmission des copies des attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics signées par les membres de la Cellule de Passation des Marchés Publics à la DCMP et à l'ARMP;
4. Nous n'avons reçu que l'attestation de formation de la suppléante du coordonnateur de la Cellule, madame Sanou Sarr. Nous n'avons obtenu aucun document attestant que le coordonnateur de la Cellule ait suivi une formation pour nous assurer de sa capacité à intervenir dans le processus de passation des marchés.

b) Pour la Commission des Marchés :

1. Un retard a été noté dans la mise en place de la Commission des Marchés. La CM du Ministère a été mise en place le 24 mars 2011 par arrêté N°003170/METFP/SG/DC/DAGE/DBC ; alors que les copies des actes de nomination doivent être envoyées à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier,
2. Nous n'avons obtenu ni les attestations de formation, ni la hiérarchie des membres de la Commission des Marchés Publics pour nous assurer de leurs capacités à intervenir dans le processus de passation des marchés.
3. Nous avons relevé l'existence de commissions internes (Direction des Examens, Concours et Certifications et Direction de l'Apprentissage).

1.3 Constats de l'audit

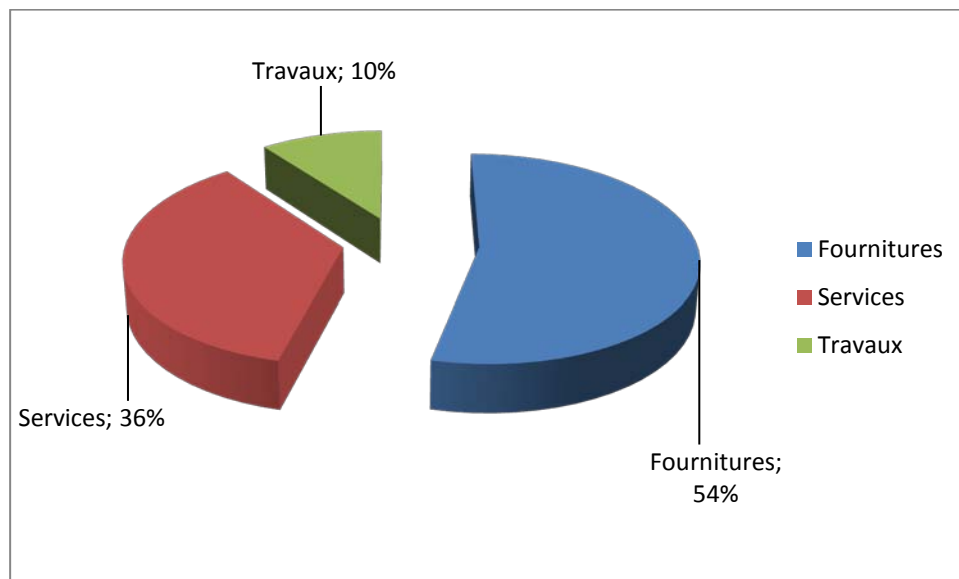
1.3.1 Échantillons

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés en 2011 par le Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPAA). Cette liste est constituée de 78 marchés.

Nous avons examiné l'ensemble de la liste obtenue, et nous avons retenu un échantillon qui comprend :

- 13 appels d'offres représentant 100% des marchés passés ;
- 64 DRP représentant 57% des DRP passées et;
- 01 entente directe représentant 100% des marchés passés par entente directe.

Le tableau ci-dessous donne une répartition par nature de notre échantillon :





L'échantillon est constitué de :

- 54% des marchés de fournitures représentant 1 556 241 719 FCFA ;
- 36% des marchés de service représentant 391 011 138 FCFA ;
- 10% des marchés de travaux représentant 900 687 673 FCFA.

1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés


a. Appel d'Offre Ouvert (AOO)

Les constats généraux relatifs à la passation des marchés sont les suivants :

-  La plupart des marchés n'ont pas été exécutés et ont été réengagés pour faute de section ou de crédit ; c'est l'exemple des marchés suivants :
 - Mobilier de bureau ;
 - Matériel de cuisine ;
 - Matériel de coiffure ;
 - Manuels Didactiques ;
 - Groupe Electrogène ;
 - Mécanique Automobile.
-  Nous n'avons pas la preuve de transmission des PV d'ouverture des offres signé par les membres de la commission pour les marchés suivants :
 - « MATERIEL PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » d'un montant de 15 765 387 FCFA ;
 - « MOBILIER DE BUREAU » d'un montant de 135 995 000 FCFA ;
 - « MATERIEL DE BUREAU » d'un montant de 88 352 500 FCFA ;

b. Demande de Renseignement de Prix

Les constats généraux relatifs à la passation des DRP sont les suivants :

-  L'inscription des DRP dans le PPM n'est pas systématique, c'est le cas des DRP suivantes :
 - L'ensemble des DRP de la DAGE ;
 - « ACHAT DE RIDEAUX » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 1 124 963 FCFA ;
 - « ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 1 125 000 FCFA ;
 - « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES USCP » de l'USCP d'un montant de 2 212 500 FCFA ;
 - « ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN » d'un montant de 598 437 FCFA de l'USCP ;

- « FORMATION DES AGENTS DE L'USCP » de l'USCP d'un montant de 749 902 FCFA ;
- « ATELIER DE RESTITUTION DES ACTIVITES » de l'USCP d'un montant de 738 680 FCFA.
- ✚ Nous n'avons pas eu connaissance de l'existence d'un fichier de fournisseurs agréés pour le ministère;
- ✚ Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, sauf pour la DRP « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES » de l'USCP ;
- ✚ Comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas accompagnées:
 - d'un formulaire de soumission,
 - d'un projet de contrat ;
 - d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises ;
 - d'un bordereau de prix ;
- ✚ Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons aucune preuve pour nous assurer de la réception effective des lettres d'invitation par les soumissionnaires;
- ✚ Les lettres d'invitation mises à notre disposition et informant les candidats non retenus du rejet de leur offre ne sont pas déchargées par les destinataires. De ce fait, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la réception de ces lettres par tous les candidats consultés ;
- ✚ L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement.

1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

a. Appel d'Offre Ouvert (AOO)

Pour la gestion de 2011, nous n'avons constaté aucune anomalie.

c. Demande de Renseignement de Prix

Pour la gestion de 2011, nous avons constaté les anomalies ci-après :

- ✚ Nous avons relevé une incohérence concernant les délais de remise des offres pour le marché « FOURNITURES D'OUTILLAGES » de la DAGE d'un montant de 831 428 FCFA, la lettre date du 16/11/09, alors que la date limite de remise des offres est du 18/11/11 ;

- ✚ Les membres de la commission de la Direction de l'Apprentissage et de la Direction des Examens, Concours et Certifications, ayant procédé à l'ouverture des plis sont différents de ceux nommés conformément à la décision n° 003170/METFP/SG/DC/DAGE/DBC portant nomination des membres de la commission du Ministère ;
- ✚ Pour la DRP « ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 1 125 000 FCFA, la date de l'offre financière d'Agif informatique (26/09/11) est postérieure à la date limite de remise des offres (23/09/11) ;
- ✚ Pour la DRP « MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » de la Direction de l'Apprentissage les dates des offres financières (25/05/11 pour SENTRACOM, 27/05/11 pour Gie Mame Issa Thieyene, 23/05/11 pour DEBRO, 29/04/11 pour Seckam et 26/05/11 pour Gie Frami) sont toutes antérieures à celle des lettres d'invitation (09/06/11) ;
- ✚ Pour le marché « MATERIEL ET PRODUIT D'ENTRETIEN » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 749 980 FCFA, aucune offre n'a été datée ;
- ✚ Les offres des soumissionnaires suivants ne mentionnent ni NINEA, ni RC :
 - « Thiam Informatiques » pour la DRP « Fournitures de bureau » de la DECC ;
 - « Sadiayou » pour la DRP « REALISATION DE L'ATELIER DE PARTAGE DE LA REFORME DE LA FPT » de la DAGE ;
 - « Cheikh Fall » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;
 - « Gie Wakeur Khadim » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;
 - « Sénégalaise de Construction et Services » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;
 - « Sénégalaise De Fournitures Et De Nettoyement » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE
- ✚ Nous n'avons pas obtenu le contrat ou le BC de la DRP DAGE : « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA ;
- ✚ La facture définitive de la DRP de la DECC « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES » d'un montant de 2 249 998 FCFA n'est pas datée ;
- ✚ Pour la DRP de l'USCP « ACHATS DE FOURNITURE DE BUREAU », le contrat prévoit le délai d'exécution de 30 jours à compter de la date de signature du contrat qui est du 13/05/11, alors que le BL, comme le PV de réception datent du 01/07/11 soit un délai de plus de 30 jours. Toutefois, aucune pénalité n'a été appliquée ;
- ✚ La date (14/04/11) du PV de réception de la DRP DECC « ACHAT DE MATERIELS PEDAGOGIQUES » est antérieure au BL (16/05/11) ;

1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

a. Appel d'Offre Ouvert (AOO)

- ✚ La plupart des marchés n'ont pas été exécutés et ont été réengagés pour faute de section ou de crédit, toutefois, concernant les marchés exécutés, nous n'avons pas obtenu le PV de réception du marché « MATERIEL DE SOUDURE » d'un montant de 72 096 831 FCFA.

b. Demande de Renseignement de Prix

- ✚ Nous n'avons pas obtenu le titre de créance; le titre de certification et la facture définitive n'ont pas été obtenus pour la DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA ;
- ✚ Pour la DRP de la DECC « ACHAT DE MATERIELS PEDAGOGIQUES » d'un montant de 14 552 940 FCFA, nous avons bien reçu le PV de réception, toutefois, sa date (14/04/11) est antérieure à la lettre de marché (27/04/11), à la facture définitive (16/05/11) et au BL (16/05/11),
- ✚ Pour les deux DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES AU PROFIT DU METFP », il y'a une incohérence entre les dates de la facture définitive, du BL et celui du PV de réception. En effet pour la première d'un montant de 5 260 629 FCFA, la facture définitive et le bordereau de livraison datent du 27/06 et le contrat du 22/07. Concernant la seconde d'un montant de 14 914 846 FCFA, la date du contrat (30/08) est postérieure à celles du PV de réception, de la facture définitive et du bordereau de livraison (22/08).

1.4 Recommandations

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPA
A00				
1	Nous n'avons pas la preuve de transmission des PV d'ouverture des offres signé par les membres de la commission pour les marchés suivants : -« MATERIEL PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » d'un montant de 15 765 387 FCFA; -« MOBILIER DE BUREAU » d'un montant de 135 995 000 FCFA ; -« MATERIEL DE BUREAU » d'un montant de 88 352 500 FCFA	23%	En application de l'article 67 du CMP, nous recommandons au ministère de transmettre les PV d'ouverture des offres signés par les membres de la commission, aux soumissionnaires.	<i>La preuve de la transmission des PVO sont disponibles pour les appels d'offres :</i> - BCI 02-2011S/J - BCI 04-2011 - BCI 05-2011
2	Concernant les marchés exécutés, nous n'avons pas obtenu le PV de réception du marché « MATERIEL DE SOUDURE » d'un montant de 72 096 831 FCFA.	02%	Nous recommandons au MFPA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs.	<i>Pour le marché matériel de soudure, au moment de la liquidation ils ont omis de faire la copie de l'original du PV qui a accompagné le dossier de liquidation.</i>
DRP				
1	Nous n'avons pas eu connaissance de l'existence d'un fichier de fournisseurs agréés pour le ministère;	N/A	Mettre en place un fichier fournisseurs agréés	<i>Il existe au niveau du niveau de la DAGE une base de données des fournisseurs agréés. Vous pouvez le vérifier</i> Commentaires de KPMG Le fichier n'a pas été mis à notre disposition même lors de la restitution
2	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, sauf pour la DRP « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES » de l'USCP ;	98%	Conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant instructions pour la mise en œuvre des DRP, les lettres d'invitation doivent indiquer les noms des soumissionnaires consultés.	<i>Au niveau interne, il avait été considéré qu'inscrire dans une lettre d'invitation les noms des autres fournisseurs concurrents pouvait entraîner une entente entre ces derniers.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPA
3	Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, projet de contrat, d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires des qualifications minimales requises et de bordereau de prix	100%	Conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant instructions pour la mise en œuvre des DRP, la lettre d'invitation doit être accompagnée de formulaire de soumission, projet de contrat, d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires des qualifications minimales requises et de bordereau de prix	<i>Nous prenons acte de ces recommandations et veillerons au respect strict ultérieurement</i>
4	Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons aucune preuve pour nous assurer de la réception effective des lettres d'invitation par les soumissionnaires;	91%	Nous recommandons au Ministère de matérialiser la transmission des lettres d'invitation aux soumissionnaires.	<i>Le registre est bien disponible</i> Commentaires de KPMG Le registre n'a pas été mis à notre disposition même lors de la restitution
5	Les lettres d'invitation mises à notre disposition et informant les candidats non retenus du rejet de leur offre ne sont pas déchargées par les destinataires. De ce fait, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la réception de ces lettres par tous les candidats consultés ;	100%	Nous recommandons au Ministère de matérialiser la transmission des lettres informant les candidats non retenus du rejet de leurs offres.	<i>Le registre est bien disponible</i> Commentaires de KPMG Le registre n'a pas été mis à notre disposition même lors de la restitution
6	Nous avons relevé une incohérence concernant les délais de remise des offres pour le marché « FOURNITURES D'OUTILLAGES » de la DAGE d'un montant de 831 428 FCFA, la lettre date du 16/11/09, alors que la date limite de remise des offres est du 18/11/11 ;	02%	Conformément à la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant instructions pour la mise en œuvre des DRP, les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.	<i>La DRP n'a pas été exécutée</i>
7	Les membres de la commission de la Direction de l'Apprentissage et de la Direction des Examens, Concours et Certifications, ayant procédé à l'ouverture des plis sont différents de ceux nommés conformément à la décision n° 003170/METFP/SG/DC/DAGE/DB C portant nomination des membres de la commission du Ministère ;	22%	Nous recommandons au Ministère de respecter la décision portant nomination des membres de la commission	<i>Nous prenons acte des recommandations émises et vous rassure que vos remarques seront prises en compte.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPA
8	Pour la DRP « ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 1 125 000 FCFA, la date de l'offre financière d'Agif informatique (26/09/11) est postérieure à la date limite de remise des offres (23/09/11) ;	02%	Nous recommandons au Ministère de respecter les procédures d'acquisition conformément au CMP.	<i>Nous sommes d'avis que les lettres laissent entrevoir des erreurs sur les dates. Ceci s'explique par le fait qu'une première ouverture avait été prévue, elle n'a pas finalement eu lieu. Cependant, au vu des lettres d'invitation, vous remarquerez qu'elles ont toutes été signées normalement.</i>
9	Pour la DRP « MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » de la Direction de l'Apprentissage les dates des offres financières (25/05/11 pour SENTERCOM, 27/05/11 pour Gie Mame Issa Thieyene, 23/05/11 pour DEBRO, 29/04/11 pour Seckam et 26/05/11 pour Gie Frami) sont toutes antérieures à celle des lettres d'invitation (09/06/11) ;	02%	Nous recommandons au Ministère de respecter les procédures d'acquisition conformément au CMP.	<i>Nous sommes d'avis que les lettres laissent entrevoir des erreurs sur les dates. Ceci s'explique par le fait qu'une première ouverture avait été prévue, elle n'a pas finalement eu lieu. Cependant, au vu des lettres d'invitation, vous remarquerez qu'elles ont toutes été signées normalement.</i>
10	Pour le marché « MATERIEL ET PRODUIT D'ENTRETIEN » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 749 980 FCFA, aucune offre n'a été datée ;	02%	Nous recommandons au MFPA d'exiger des soumissionnaires que toutes les offres soient datées	<i>Nous prenons acte des recommandations émises et vous rassure que vos remarques seront prises en compte.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPAA
11	<p>Les offres des soumissionnaires suivants ne portent ni NINEA, ni RC :</p> <p>-« Thiam Informatiques » pour la DRP « Fournitures de bureau » de la DECC ;</p> <p>-« Sadiayou » pour la DRP « REALISATION DE L'ATELIER DE PARTAGE DE LA REFORME DE LA FPT » de la DAGE ;</p> <p>-« Cheikh Fall » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;</p> <p>-« Gie Wakeur Khadim » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;</p> <p>-« Sénégalaise de Construction et Services » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;</p> <p>-« Sénégalaise De Fournitures Et De Nettoyement » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE</p>	03%	Nous recommandons au MFPAA de demander aux soumissionnaires de renseigner leur adresse, leur NINEA et leur RC sur leurs offres pour pouvoir vérifier leur existence	<p><i>Nous vous renvoyons au niveau des titres de créances, ou factures liquidées car une entreprise ne disposant pas de NINEA ou de RC ne peut se faire payer. En outre, les factures de ces soumissionnaires ont été découvertes à l'ouverture des plis et nous ne pouvons les rejeter, par ailleurs, ils ne sont pas attributaires.</i></p>
12	Nous n'avons pas obtenu le contrat ou le BC de la DRP DAGE : « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA;	02%	Nous recommandons au MFPAA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs.	<p><i>En regardant le bon d'engagement vous constaterez que les visas du COF et de l'ordonnateur n'y sont pas apposés, la DRP n'a pas été liquidé d'où l'absence de contrat ou de BC</i></p>
13	La facture définitive de la DRP de la DECC «ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES » d'un montant de 2 249 998 FCFA n'est pas datée ;	02%	Nous recommandons au MFPAA d'exiger de l'attributaire de dater les factures	<p><i>Commentaire de l'AC non obtenus</i></p>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPAA
14	Pour la DRP de l'USCP « ACHATS DE FOURNITURE DE BUREAU », le contrat prévoit le délai d'exécution de 30 jours à compter de la date de signature du contrat qui est du 13/05/11, alors que le BL, comme le PV de réception datent du 01/07/11 soit un délai de plus de 30 jours. Toutefois, aucune pénalité n'a été appliquée ;	02%	Nous recommandons au MFPAA d'appliquer scrupuleusement les pénalités de retard en conformité avec le contrat	<i>Le retard est imputable à la lenteur notée dans la procédure d'obtention du bon des titres et non au soumissionnaire c'est pourquoi aucune pénalité n'a été appliquée.</i>
15	La date (14/04/11) du PV de réception de la DRP DECC « ACHAT DE MATERIELS PEDAGOGIQUES » est antérieure au BL (16/05/11) ;	02%	Nous recommandons au Ministère de respecter les procédures d'acquisition conformément au CMP.	<i>Nous prenons acte des observations et veillerons à ce que type d'erreur ne se reproduise plus</i>
16	Nous n'avons pas obtenu le titre de créance; le titre de certification et la facture définitive n'ont pas été obtenus pour la DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA ;	02%	Nous recommandons au MFPAA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs	<i>En regardant le bon d'engagement vous constaterez que les visas du COF et de l'ordonnateur n'y sont pas apposés, la DRP n'a pas été liquidée d'où l'absence de titre de créance; le titre de certification et la facture définitive</i>
17	Pour les deux DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES AU PROFIT DU METFP », il y'a une incohérence entre les dates de la facture définitive, du BL et celui du PV de réception. En effet pour la première d'un montant de 5 260 629 FCFA, la facture définitive et le bordereau de livraison datent du 27/06/11 et le contrat du 22/07/11. Concernant la seconde d'un montant de 14 914 846 FCFA, la date du contrat (30/08/11) est postérieure à celles du PV de réception, de la facture définitive et du bordereau de livraison (22/08/11).	03%	Nous recommandons au Ministère de respecter les procédures d'acquisition conformément au CMP.	<i>Nous prenons acte des observations et veillerons à ce que type d'erreur ne se reproduise plus</i>
18	Pour la DRP de la DECC « ACHAT DE MATERIELS PEDAGOGIQUES » d'un montant de 14 552 940 FCFA, nous avons bien reçu le PV de réception, toutefois, sa date (14/04/11) est antérieure à la lettre de marché (27/04/11), à la facture définitive (16/05/11) et au BL (16/05/11),	02%	Nous recommandons au Ministère de respecter les procédures d'acquisition conformément au CMP.	<i>Nous prenons acte des observations et veillerons à ce que type d'erreur ne se reproduise plus</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPA
19	L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement. Les DRP de même nature doivent être regroupées et passées selon le mode AOO si le seuil est atteint.	N/A	Nous recommandons au Ministère de regrouper l'ensemble des DRP de même nature.	<i>Cela est inhérent à l'organisation des examens, concours et certification dont les matières d'œuvres sont souvent déterminées à une semaine de l'examen pour des raisons de confidentialités des épreuves qui doivent sortir.</i>
Organisation				
1	Un retard a été noté dans la mise en place de la Cellule de Passation des Marchés. La CPM a été mise en place par décision N° 003266/METFP/DC/DAGE/DBC du 28/03/2011, alors que les copies des actes de nomination doivent être envoyées à l'ARMP et à la DCMP avant le 05 janvier,		Nous recommandons au Ministère de mettre en place dans les délais la Cellule de Passation des Marchés conformément à l'arrêté N° 011586 du 28/12/07.	<i>Ce retard s'explique par le changement du dispositif interne, l'ancienne Coordonnatrice de la CPM est nommée DAGE le 27/01/2011 et la mise en place d'une nouvelle commission des marchés et une nouvelle Cellule a été instituée.</i>
2	Un retard a été noté dans la mise en place de la Commission des Marchés. La CM du Ministère a été mise en place le 24 mars 2011 par arrêté N°003170/METFP/SG/DC/DAGE/DBC ; alors que les copies des actes de nomination doivent être envoyées à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier;		Nous recommandons au Ministère de mettre en place dans les délais la Commission des Marchés conformément à l'arrêté N° 011588 du 28/12/07.	<i>Ce retard s'explique par le changement du dispositif interne, l'ancienne Coordonnatrice de la CPM est nommée DAGE le 27/01/2011 et la mise en place d'une nouvelle commission des marchés et une nouvelle Cellule a été instituée.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPA
3	Nous n'avons obtenu ni les attestations de formation, ni la hiérarchie des membres de la Commission des Marchés Publics pour nous assurer de leurs capacités à intervenir dans le processus de passation des marchés.	N/A	Nous recommandons au MFPA de faire gérer les marchés par des personnes ayant des compétences dans ce domaine et justifiant le niveau requis conformément au CMP	<i>Ultérieurement nous (CPM) demanderons les copies des attestations de formation des agents ayant effectué une formation ; Tous les membres de la CM sont des fonctionnaires on y retrouve des Secrétaires d'Administration (Moussa DIOUF, Ngor SARR et Elh Ousmane DIAW) et un fonctionnaire de la hiérarchie Al Néné SIDIBE, professeur certifié e TQG. Vous avez les matricules de solde de ces derniers dans les actes de nomination.</i>
4	Nous avons relevé l'existence de commissions internes pour la Direction des Examens, Concours et Certification et la Direction de l'Apprentissage).	N/A	Nous recommandons au Ministère de respecter l'arrêté N°003170/METFP/SG/DC/D AGE/DBC portant nomination des membres de la commission	<i>En effet, il existait des commissions internes qui ont été substitués progressivement par la commission des marchés</i>
5	La Cellule n'a pas produit les rapports trimestriels prévus par la réglementation et portant sur la passation et l'exécution des marchés, mais uniquement un rapport annuel ;	N/A	Conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 relatif aux cellules de passation des marchés, nous recommandons à la Cellule de produire des rapports trimestriels	<i>En 2011, il n'a pas été rédigé de rapport trimestriel mais plutôt un rapport annuel.</i>
6	Nous n'avons obtenu aucun document matérialisant la transmission des copies des attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics signées par les membres de la Cellule de Passation des Marchés Publics à la DCMP et à l'ARMP;	N/A	Nous recommandons au MFPA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs	<i>Nous prenons acte des observations et veillerons ce que type d'erreur ne se reproduise plus (perte de courrier de transmission)</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MFPA
7	Nous n'avons reçu que l'attestation de formation de la suppléante du coordonnateur de la Cellule, madame Sanou Sarr. Nous n'avons obtenu aucun document attestant que le coordonnateur de la Cellule ait suivi une formation pour nous assurer de sa capacité à intervenir dans le processus de passation des marchés.	N/A	Nous recommandons au MFPA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs	Ultérieurement nous (CPM) demanderons les copies des attestations de formation des agents ayant effectué une formation ;

1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010

N° d'ordre	Recommandations	Niveau d'application
1	Appliquer les procédures du manuel de classement de l'ARMP.	Non appliquée
2	Tenir un registre des marchés coté et paraphé ;	Non appliquée
3	Produire des rapports trimestriels et un rapport annuel sur les marchés.	Partiellement appliquée
4	Favoriser le regroupement des marchés ;	Non appliquée
5	Attribuer les marchés par DRP aux entreprises en situation régulière avec l'Administration fiscale et les institutions sociales ;	Cas non rencontré
6	Attribuer les DRP en fonction de la spécialité ou de l'objet principal des entreprises ;	Cas non rencontré
7	Procéder à l'enregistrement systématique des contrats à la charge des titulaires ;	Appliqué
8	Diversifier les candidats aux DRP ;	Non appliquée
9	Convoquer par écrit les membres de la commission 5 jours francs avant leurs réunions et verser la copie des lettres dans les dossiers de marchés.	Partiellement appliqué

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1 Rappel des termes de références

2.1.1 Contexte de la mission

Conscient du volume important des dépenses que représente la commande publique, du flux considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2011 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

2.1.2 Objectifs de la mission







2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour **objectif principal**, au sein des autorités contractantes du Groupe 1, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons également le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;

- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe en passant en revue l'ensemble des marchés passés par ce système afin d'en déduire d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations sur le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque Mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ exprimer nos recommandations pour le futur.

En fin de mission nous assurerons cinq (5) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (5) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions.

2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (ressources internes et ressources externes) leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;

- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, la formation sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (05) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions pour une durée de deux (02) jours.

2.2 Méthodologie de mise en œuvre

2.2.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes (AC). A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission avec chaque Autorité Contractante. Au cours de ces réunions, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente, avec notamment le contrôle d'exécution physique et le rapprochement avec l'exécution budgétaire ;
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire ;
- ✚ a confirmé avec l'AC, le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes.
- ✚ a demandé les documents suivants :
 - Organisation/Organigramme ;
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - Liste des marchés passés ;
 - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2011 ;
 - Grand livres des comptes et tableau de passation 2011 ;
 - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
 - Note éventuelle sur l'évolution institutionnelle de l'AC ou les rapports d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant ;
 - Composition de la Commission des marchés / correspondance de transmission aux organes ad hoc ;
 - Composition de la Cellule de Passation des marchés / correspondance de transmission aux organes ad-hoc ;
 - Attestations de prise de connaissance de la charte d'éthique et de transparence.

2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprend **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles, être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE DE LA PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
1	CADRAGE GENERAL DE LA MISSION		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l'ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
2	REVUE DES MARCHES		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
3	CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
4	RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
5	FORMATION		
		5.1	Programmation et conception des modules
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

2.3 Description des travaux d'audit

2.3.1 Audit de la passation des marchés





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous :

2.3.1.1 Revue des textes







Nous avons fait, à l'entame de la mission, une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle pour apprécier sa capacité à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier son aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.

-  rapprochement du Plan de Passation des Marchés (PPM) obtenu du MFPAA avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
-  sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
-  contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- ✚ la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
- ✚ au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
- ✚ au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;
- ✚ au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
- ✚ au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
- ✚ au respect des délais de préparation des offres ;
- ✚ au respect des délais de passation des marchés ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
- ✚ à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- ✚ au contenu des lettres de notification ;
- ✚ à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
- ✚ à l'information des soumissionnaires non retenus ;
- ✚ au respect des délais d'exécution des marchés ;
- ✚ à la réception effective des biens et services.

2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

- ✚ le règlement de la TVA avec vérification de reversement des précomptes au Trésor ;
- ✚ le respect de l'application des clauses de pénalités ;
- ✚ le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
- ✚ le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
- ✚ la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
- ✚ la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- ✚ les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

2.3.3 Audit technique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

2.4 Constitution de l'échantillon d'audit

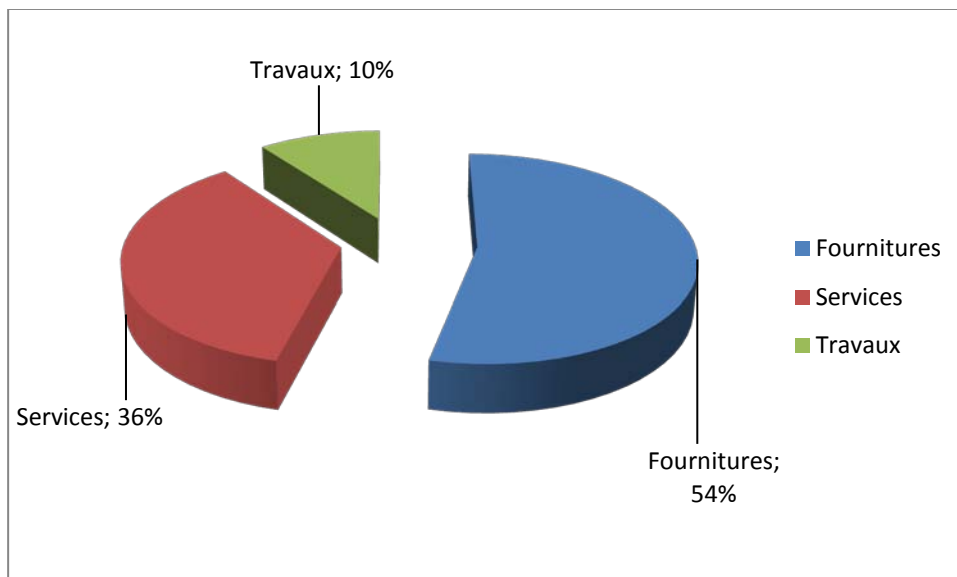
2.4.1 Échantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

2.4.1.1 Description de l'échantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés en 2011 par le Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPAA). Cette liste est constituée de 78 marchés passés selon les procédures suivantes:

- ✚ 13 Appels d'Offre Ouvert pour un montant de 1 409 213 710 FCFA représentant 100% du total des Appels d'Offre en termes de valeur ;
- ✚ 64 DRP pour un montant de 689 589 835 FCFA soit 57% des marchés ;
- ✚ 01 Entente Directe pour un montant de 749 197 165 FCFA soit 100% des marchés ;

Le tableau ci-dessous donne une répartition par nature de notre échantillon :



L'échantillon est constitué de :

- 54% des marchés de fournitures représentant 1 556 241 719 FCFA ;
- 36% des marchés de service représentant 391 011 138 FCFA ;
- 10% des marchés de travaux représentant 900 687 673 FCFA.

2.4.1.2 Correction de l'échantillon

L'échantillon sélectionné et validé en début de mission a été transmis au MFPAA avant le début effectif de la mission.

2.4.2 Échantillon pour l'audit technique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

OBJET	NATURE	MONTANT EN CFA HTVA	MONTANT EN CFA TTC	LIEU
Marché T 1247/11 souscrit le 23/09/11, approuvé le 31/10/11, Financement BCI/2011 : Réhabilitation du lycée Limamoulaye de Guédiawaye	Réhabilitation de bâtiments pédagogiques : bâtiment secondes, bâtiment terminales, BT technique première S, premières et CFTA, bâtiments première L, hangar 1A et B, 2blocs sanitaires	634 912 852	749 197 165	Guédiawaye (Dakar)

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1 Rappels

3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;

Le Code des Marchés Publics (décret n° 545 du 25 avril 2007) ainsi que le Décret n° 2008-1165 portant modification du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics (décret modifiant l'article 63) et le Décret n° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics fixent les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Le Code en vigueur a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 011580 du 28/12/07 pris en application de l'article 138 du Code des Marchés Publics fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation de marchés.
- Arrêté N° 011583 du 28/12/07 pris en application de l'article 111 du Code des Marchés Publics fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N° 011584 du 28/12/07 pris en application de l'article 112 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N° 011585 du 28/12/07 pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 011587 du 28/12/07 pris en application de l'article 45-e du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics ;
- Arrêté N° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 03193 du 3/4/2010 pris en application de l'article 78 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

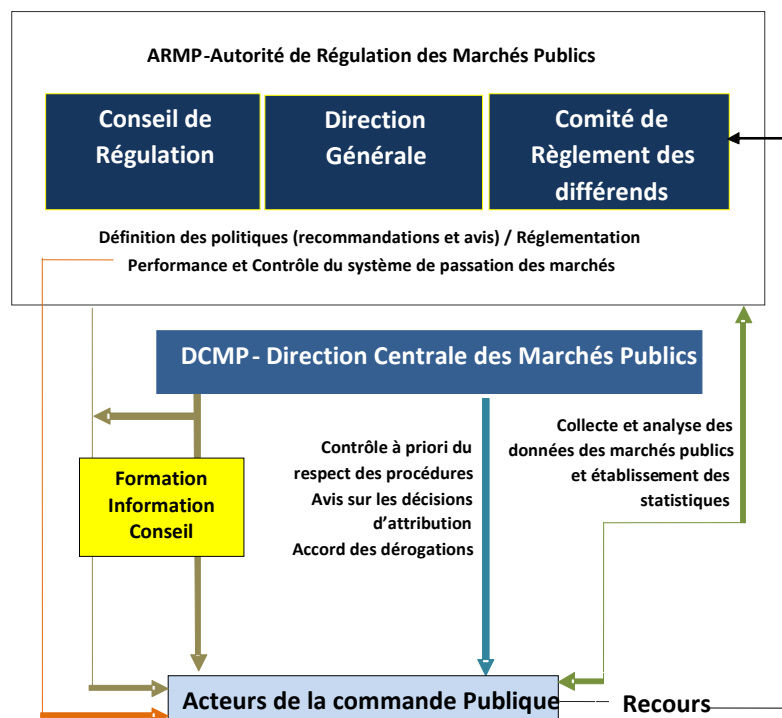
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) nouvelles structures dont la création met fin à l'existence de la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) et du Bureau des Marchés du Ministère de l'Économie et des Finances :

- ✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP ;
- ✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF ;

dont les rôles clés sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



3.1.2 Principes

3.1.2.1 Champ d'application du CMP

Le Code des Marchés Publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

1. l'État et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
2. les collectivités locales, y compris les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
3. les établissements publics ;
4. les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'État ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;




5. les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
6. les associations formées par des personnes visées au point 1) à 4) du CMP.

Les marchés passés en application d'accords de financement ou de traités internationaux sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, sous réserve de l'application de dispositions contraires au code résultant des procédures prévues par lesdits accords ou traités internationaux.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets doit être effectuée dans les conditions prévues par le CMP.

3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)

La durée d'un marché est fixée en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Elle ne peut en principe être supérieure à un an sauf pour les marchés suivants :

-  les marchés à commandes et de clientèle, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 du CMP ;
-  les marchés afférents à des programmes d'investissement et d'entretien de routes qui peuvent être contractés pour plusieurs années à la condition que les engagements qui en découlent demeurent respectivement dans les limites des autorisations de programme et des crédits de paiement contenus dans les lois de finances.
-  Les marchés de gestion et d'entretien par niveau de services (GENIS) qui se fondent sur une obligation de résultats en lieu et place de l'obligation de moyens des marchés classiques ou les marchés pluriannuels d'entretien peuvent être contractés pour une durée allant jusqu'à sept ans.

3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)




Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	État / Collectivités locales / Établissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP).

3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics assure le contrôle à priori des procédures de passation de marchés. A ce titre elle :

-  émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant :
 - les marchés fractionnés quel que soit leur montant ;
 - les marchés que l'autorité contractante souhaite passer par appel d'offres restreint ou par entente directe ;
 - les marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
 - les conventions de délégation de service public et les contrats de partenariat ;
 - les avenants aux marchés ci-dessus ou qui ont pour effet de porter le montant du marché au montant du seuil d'examen du dossier ;
-  émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché établis par la commission des marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
-  effectue un examen juridique et technique avant leur approbation des projets de marchés pour lesquels elle a indiqué souhaiter faire un tel contrôle lors de l'examen du dossier d'appel à la concurrence ou qui répondent aux conditions de nature et de montants fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007.

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes.






¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes



3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)

La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls de nullité absolue.

Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement :


-  pour les marchés de l'Etat et dans chaque département ministériel : le Ministre chargé du département concerné, qui est responsable des marchés passés par les services centraux, des marchés passés dans la Région de Dakar et des marchés des agences ou organisations sans personnalité morale relevant de son département ;
-  pour les marchés de l'Etat passés dans les Régions autres que la Région de Dakar : le gouverneur de région ;
-  pour les marchés des collectivités locales : les présidents des conseils régionaux, les maires et les présidents des conseils ruraux ou leurs représentants dûment habilités sont responsables respectivement des marchés à passer par les régions, les communes et les communautés rurales ;
-  pour les marchés des établissements publics, agences et autres organismes ayant la personnalité morale : l'organe exécutif désigné conformément aux règles qui leur sont applicables ;
-  la signature des marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire relève de la compétence du Directeur Général de la société quel que soit leur montant.

Toutefois, pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, l'avis favorable du Conseil d'Administration préalable à la signature des marchés, matérialisé par le procès verbal des délibérations, est requis lorsque :


-  les marchés sont passés par une société nationale ou une société anonyme à participation publique majoritaire créée depuis moins de 12 mois ;
-  lorsque le représentant légal décide de retenir un candidat autre que celui proposé par la commission des marchés.

3.1.2.6 Approbation des marchés

L'acte d'approbation, matérialisé par la signature de l'autorité compétente à ce titre, est la formalité administrative nécessaire pour donner effet au marché. Les autorités compétentes pour l'approbation des marchés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

 pour les marchés des administrations centrales de l'Etat :


SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 100 000 000	Ministre chargé des finances
100 000 000 > marché \geq 50 000 000	Ministre dépenier
Marché < 50 000 000	Ministre dépenier pour la région de Dakar
	Gouverneur de région excepté Dakar

 pour les marchés des collectivités locales :

Les marchés des collectivités locales dont les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous sont approuvés par le représentant de l'Etat :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)		
Caractéristiques	Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Toutes les régions (Conseils régionaux)	marché \geq 100 000 000	Gouverneur de région
- Villes de la région de DAKAR - Communes chef-lieux de région - Communes d'un budget 300 000 000	marché \geq 50 000 000	Préfet
Autres communes	marché \geq 15 000 000	Préfet
Communautés rurales	marché \geq 15 000 000	Sous-préfet

Les marchés d'un montant inférieur aux seuils ci-dessus ne sont pas soumis à la formalité d'approbation.

 pour les marchés des établissements publics, agences et organismes dotés de la personnalité morale :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 150 000 000	Ministre chargé des finances
150 000 000 > marché \geq 50 000 000	Président du Conseil d'Administration
Marché < 50 000 000	Directeur de l'établissement

3.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (article 60 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (article 60 à 65 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (article 60 à 65 et 72 du CMP);
- ✚ appel d'offres restreint (article 60 à 65, 73 et 74 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

3.2.1 Responsabilité des MO et MOD

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ont été désignés au titre de la gestion 2011 par décision N°003266/METFP/DC/DAGE/DBC du 28/03/2011.

COMPOSITION DE LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2011		
Poste	Titulaire	Hiérarchies
Coordonnateur	Mamadou Lamarana BA (DAGE)	Non obtenu
Membre	Mme Sanou SARR (DAGE)	Non obtenu

Nous n'avons pas obtenu la hiérarchie des membres de la Cellule de Passation des Marchés.

Conformément à l'arrêté n° 011586 du 28 décembre 2007 relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, la CPM est responsable des activités suivantes :

- ✚ examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- ✚ examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;

- ✚ examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- ✚ classement et archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- ✚ établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- ✚ établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics ;
- ✚ insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- ✚ tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- ✚ appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- ✚ réalisation et tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- ✚ identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- ✚ liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence

Le personnel doit être suffisamment formé pour une meilleure maîtrise des procédures de passation de marché.

3.2.2 Exercice des contrôles

3.2.2.1 Rappels

Article 137 CMP 2007 / 139 CMP 2011 :





Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré par :

- ✚ la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics qui est chargée de contrôler a priori la passation des marchés ;
- ✚ les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle à posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante.
- ✚ l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics qui effectue un contrôle à posteriori.

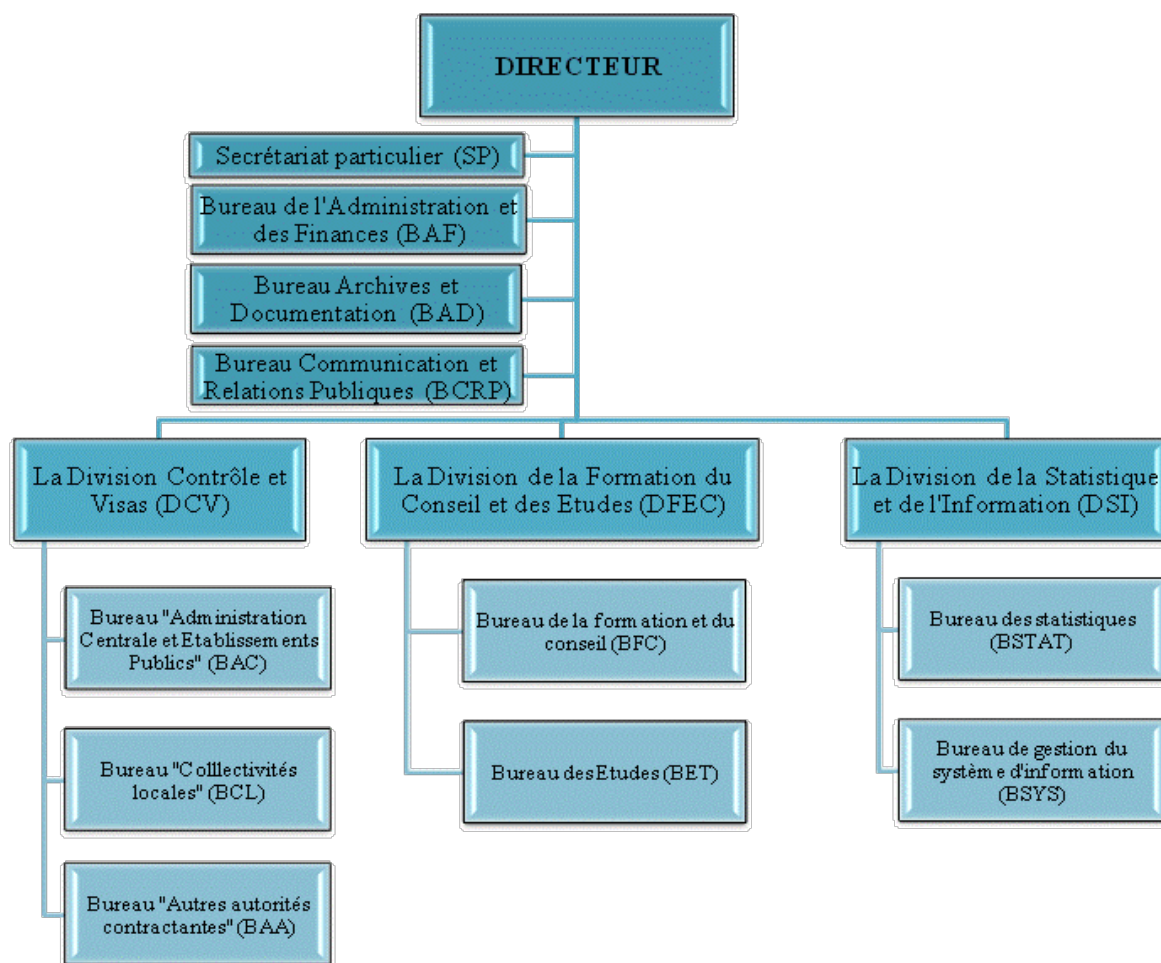
3.2.2.2 Exercice des contrôles

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction du Contrôle des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

Soulignons par ailleurs, que les Commissions de Marchés et Cellules de Passation des Marchés jouent également un rôle important dans le respect de la conformité du processus.

3.2.2.3 Fonctionnement de la Commission des Marchés du MFPA

Rappelons ici que le CMP prévoit la mise en place de Commissions des Marchés chargées de l'Ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi que celle de Cellules de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la CM.

La Commission des Marchés du MFPA a été mise en place le 24/03/2011 par arrêté n°003170/METFP/SG/DC/DAGE/DBC.

La commission est composée de cinq (5) membres et ne compte pas de suppléants comme indiqué dans le tableau ci dessous :

COMPOSITION DE LA COMMISSION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2011			
Poste	Titulaire	Suppléant	Hierarchies
Président	Madame Néné Sidibé NIANG	N/A	Non obtenu
Membres	El Hadj Ousmane DIAW	N/A	Non obtenu
	Ngor SARR	N/A	Non obtenu
	Moussa DIOUF	N/A	Non obtenu
	Le représentant du service utilisateur de l'objet du marché	N/A	Non obtenu

L'arrêté fixant la composition de la Commission des Marchés du Ministère ne prévoit pas de suppléants. Nous ne disposons pas de la hiérarchie des membres.

3.2.2.4 Rôle du Contrôleur Financier

Selon notre interlocuteur, les Ministères ne disposent pas de contrôle financier, c'est uniquement au niveau des agences et fonds que l'on trouve les représentants du contrôle financier dans la commission des marchés.

3.2.3 Régulation

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public. Cette mission de régulation a pour objet :

- ✚ d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public ;
- ✚ de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
- ✚ d'exécuter des enquêtes ;
- ✚ de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants ;
- ✚ de sanctionner les irrégularités constatées ;

- ✚ de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1 Constats généraux

4.1.1 Constats de carence documentaire

4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation

Concernant les DRP, nous avons constaté que :

- comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas accompagnées:
 - d'un formulaire de soumission,
 - d'un projet de contrat ;
 - d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises ;
 - d'un bordereau de prix ;
- les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons aucune preuve (accusé réception) pour nous assurer de la réception effective des lettres d'invitation par les soumissionnaires;
- les lettres mises à notre disposition et informant les candidats non retenus du rejet de leur offre ne sont pas déchargées par les destinataires. De ce fait, nous ne pouvons pas confirmer que ces lettres sont parvenues auxdits candidats ;
- nous n'avons pas eu connaissance de l'existence d'un fichier de fournisseurs agréés pour le ministère.

4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

a. Appel d'Offre Ouvert (AOO)

- Concernant les marchés exécutés, nous n'avons pas obtenu le PV de réception du marché « MATERIEL DE SOUDURE » d'un montant de 72 096 831 FCFA.

b. Demande de Renseignement de Prix

- Nous n'avons obtenu ni le titre de créance; ni le titre de certification, ni la facture définitive pour la DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA ;

- ✚ Pour la DRP de la DECC « ACHAT DE MATERIELS PEDAGOGIQUES » d'un montant de 14 552 940 FCFA, nous avons bien reçu le PV de réception, toutefois, sa date (14/04/11) est antérieure à la lettre de marché (27/04/11), à la facture définitive (16/05/11) et au BL (16/05/11),
- ✚ Pour les deux DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES AU PROFIT DU METFP », il y'a une incohérence entre les dates de la facture définitive, du BL et celui du PV de réception. En effet pour la première d'un montant de 5 260 629 FCFA, la facture définitive et le bordereau de livraison datent du 27/06/11 et le contrat du 22/07/11. Concernant la seconde d'un montant de 14 914 846 FCFA, la date du contrat (30/08/11) est postérieure à celles du PV de réception, de la facture définitive et du bordereau de livraison (22/08/11).

4.1.2 Fractionnements potentiels

4.1.2.1 Rappels

Article 54.5 du CMP :

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP.

4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels

L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement pour les marchés suivants :

- ✚ « MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » pour un total de 13 DRP représentant un montant de 99 698 000 FCFA ;
- ✚ « TRAVAUX DE REHABILITATION/REFECTION » pour un total de 4 DRP représentant un montant global de 89 196 538 FCFA.

Les DRP de même nature doivent être regroupées et passées selon le mode Appel d'Offres Ouvert si le seuil est atteint conformément au CMP.

Matériels pédagogiques et didactiques

N° d'ordre	Intitulés	Mode	Attributaires	Montant
1	Fourniture de matériels pédagogiques pour le compte professionnel	DRP DAGE	Entreprise BIP Distribution	4 991 400
2	Fourniture de matières d'œuvre	DRP DAGE	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	2 799 550
3	Fourniture de matières d'œuvre	DRP DAGE	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	4 999 778
4	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques destinés aux examens et concours professionnels du METFP	DRP DAGE	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	14 797 495
5	fournitures de matériels pédagogiques pour le compte professionnel, l'entreprise IDEAL MULTISERVICES	DRP DAGE	Entreprises Keur Dabakh Malick	14 914 846
6	Fourniture de matières d'œuvre	DRP DAGE	Ets Darou Rahmane	10 443 000
7	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	DRP DAGE	Ets Darou Rahmane	5 260 629
8	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	DRP DAGE	Ets Darou Rahmane	4 862 721
9	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	DRP DAGE	Ets Darou Rahmane	3 842 965
10	Fourniture de matières d'œuvre	DRP DAGE	Ets Darou Rahmane	7 099 976
11	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	DRP DAGE	Gie La Providence	9 634 700
12	Matériels pédagogiques et didactiques	DRP Direction Apprentissage	SENTRACOM	1 498 000
13	Achat de matériels pédagogiques	DRP DECC	Sérigne Naury GAYE	14 552 940
TOTAL				99 698 000

Travaux de réhabilitation / réfection.

N° d'ordre	Intitulés	Mode	Attributaires	Montant
1	Travaux de réhabilitation du CRETF de Kolda	DRP DAGE	Entreprise Bagdad Traiding	24 907 912
2	Réfection du CETF de Kédougou	DRP DAGE	Entreprise Touba Global Ceramic	24 989 202
3	Travaux de réhabilitation du CEDT G 15	DRP DAGE	Entreprise Touba Global Ceramic	24 299 424
4	Réhabilitation du LTID Delafosse	DRP DAGE	Souleymane Ba Multi Act	15 000 000
TOTAL				89 196 538

4.2 Audit de la passation des marchés

4.2.1 Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)

4.2.1.1 Rappels

a) AOO

Article 58 (Section 3 - Dossier d'appel à la concurrence)

Le dossier d'appel à la concurrence contient la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats selon la procédure choisie, à savoir:

- a) les pièces relatives aux conditions de l'appel à la concurrence : la référence à l'avis d'appel d'offres ou à l'avis d'appel à candidatures, ou la lettre de consultation, ainsi que le règlement de la procédure, sauf si les informations figurant dans l'avis d'appel à la concurrence sont suffisantes eu égard à la procédure et au marché concernés ;
- b) les pièces constitutives du futur marché, notamment : projet, date de soumission, cahier des prescriptions spéciales, cahier des clauses administratives générales, cahier des clauses techniques générales, autres pièces requises en fonction de l'objet du marché;
- c) des informations communiquées par l'autorité contractante à titre indicatif en vue de faciliter l'établissement de leurs offres par les candidats, qui ne sont pas des pièces constitutives du marché.

Le dossier d'appel à la concurrence est remis aux candidats gratuitement ou à des conditions financières stipulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans la lettre de consultation.

Lorsque le dossier d'appel à la concurrence n'est pas remis gratuitement, ces conditions financières doivent être fixées de façon à ne pas dépasser les frais engagés pour le reproduire et le remettre aux candidats. Toutefois, dans ce dernier cas, un exemplaire du dossier devra être disponible pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent.



b) DRP

Article 77.2 du CMP 2007 / 78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante sollicite simultanément par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

Pour les travaux, fournitures et services dont la valeur TTC est supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et n'atteint pas ceux définis à l'article 53 du CMP, la saisine des candidats présélectionnés doit se faire par une lettre d'invitation précisant au minimum :

-  l'objet de la consultation ;
-  la description concise des prestations ;

- ✚ les spécifications techniques requises ;
- ✚ les délais de remise des offres et délais d'exécution.

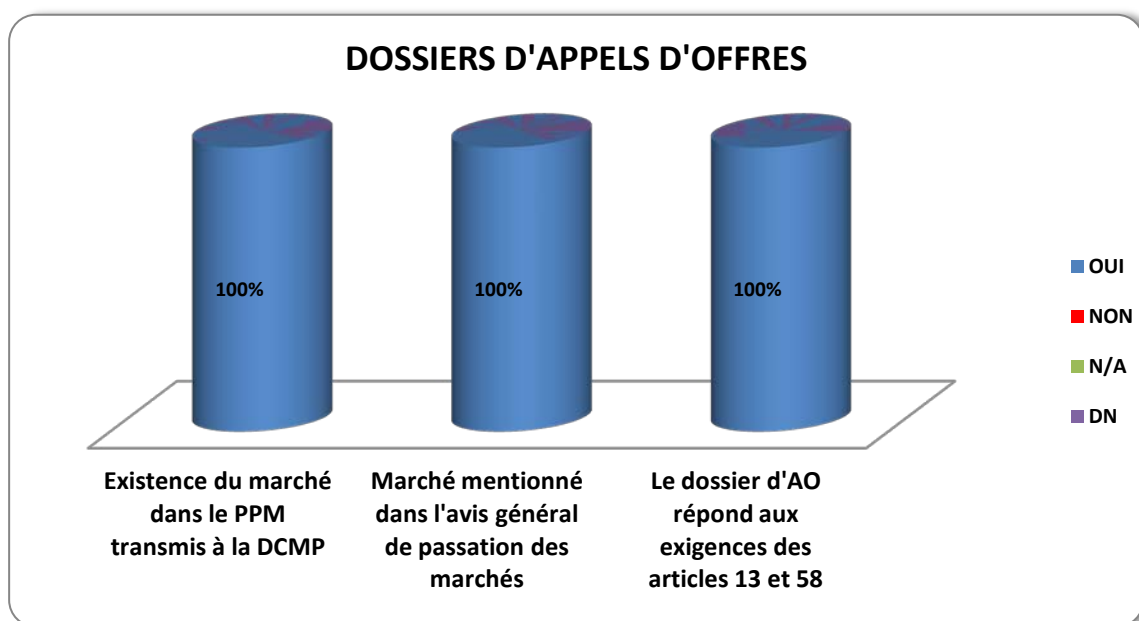
Elle doit également être accompagnée :

- ✚ d'un formulaire de soumission ;
- ✚ d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises ;
- ✚ d'un bordereau de prix ;
- ✚ et d'un projet de contrat.

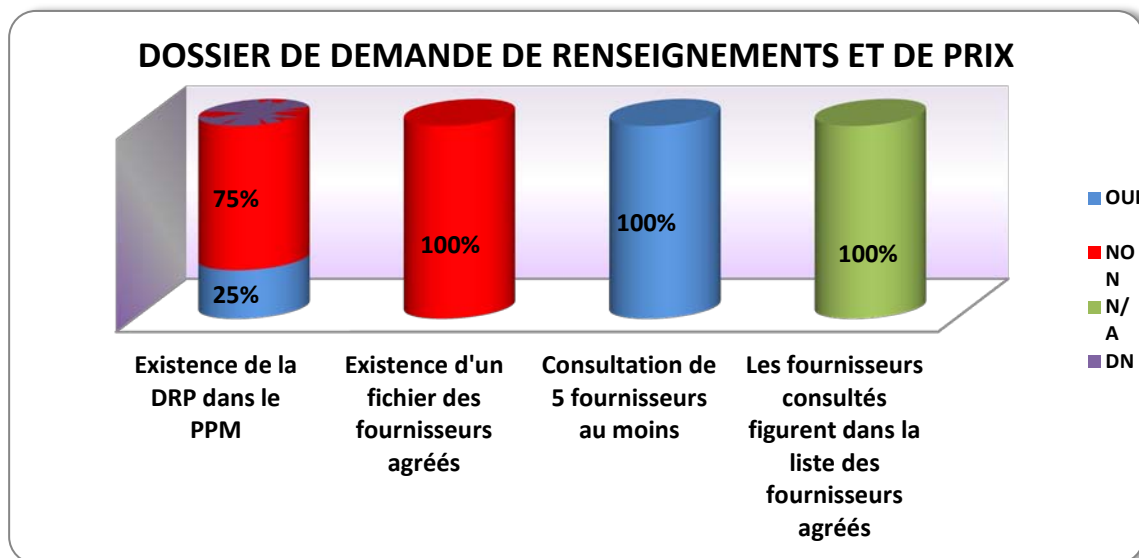
Les modalités de publicité pour la présélection des candidats sont libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'autorité contractante au terme d'un appel à manifestations d'intérêt initié en début de gestion, et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service.

4.2.1.2 Constats

a. AOO



b. DRP



4.2.1.3 Commentaires

a. AOO

Nous n'avons pas de commentaires à faire concernant le dossier d'appel d'offres.

b. DRP

Nous n'avons pas eu connaissance de l'existence d'un fichier de fournisseurs agréés pour le ministère. Par ailleurs, nous avons aussi constaté que l'inscription des DRP dans le PPM n'est pas systématique pour :

- L'ensemble des DRP de la DAGE ;
- « ACHAT DE RIDEAUX » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 1 124 963 FCFA ;
- « ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE » de la Direction de l'Apprentissage d'un montant de 1 125 000 FCFA ;
- « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES USCP » de l'USCP d'un montant de 2 212 500 FCFA ;
- « ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN » d'un montant de 598 437 FCFA de l'USCP ;
- « FORMATION DES AGENTS DE L'USCP » de l'USCP d'un montant de 749 902 FCFA ;
- « ATELIER DE RESTITUTION DES ACTIVITES » de l'USCP d'un montant de 738 680 FCFA.

4.2.2 Avis d'Appels d'Offres (AAO)

4.2.2.1 Rappels

a) AOO

Article 60 du CMP

L'appel d'offres est la procédure par laquelle une autorité contractante attribue le marché, après appel à la concurrence, au candidat réunissant les conditions de qualification qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante, sur la base de critères quantifiés en termes monétaires préalablement portés à la connaissance des candidats, sans négociation.

- ✚ L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint. Il est dit ouvert lorsque tout candidat peut remettre une offre, et restreint lorsque seuls peuvent remettre une offre les candidats qui y ont été directement invités par l'Autorité Contractante. L'appel d'offres ouvert peut comprendre une phase de pré-qualification.
- ✚ L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées dans le CMP.
- ✚ L'appel d'offres peut également être organisé en deux étapes, dans les conditions prévues dans le CMP, en vue dans un premier temps de préciser les critères ou les solutions techniques auxquels les offres devront répondre puis, dans un deuxième temps, d'attribuer le marché sur les bases retenues par l'autorité contractante.

b) DRP (invitation des candidats)

Article 77.2 du CMP 2007/78.2 du CMP 2011 :

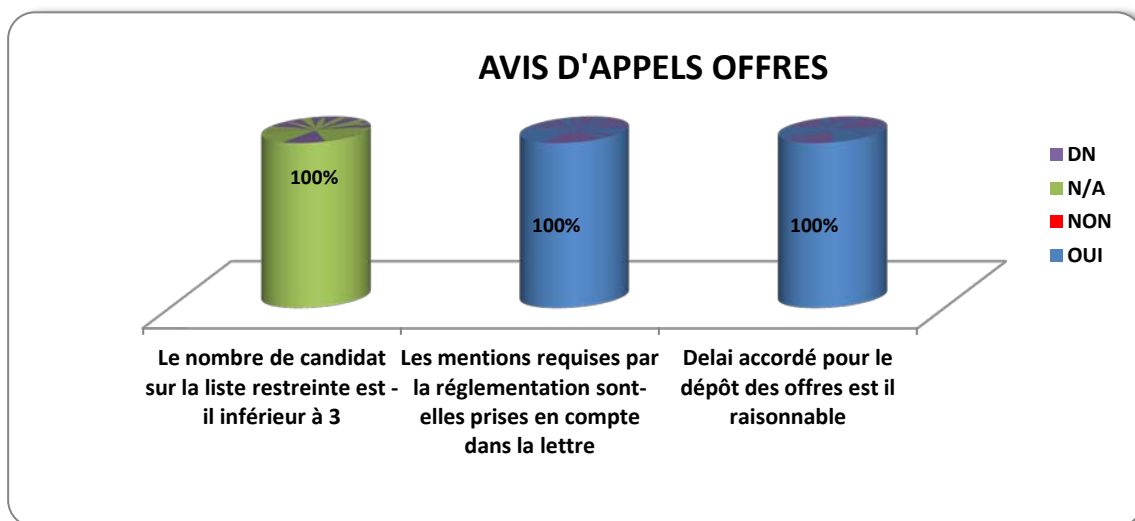
L'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

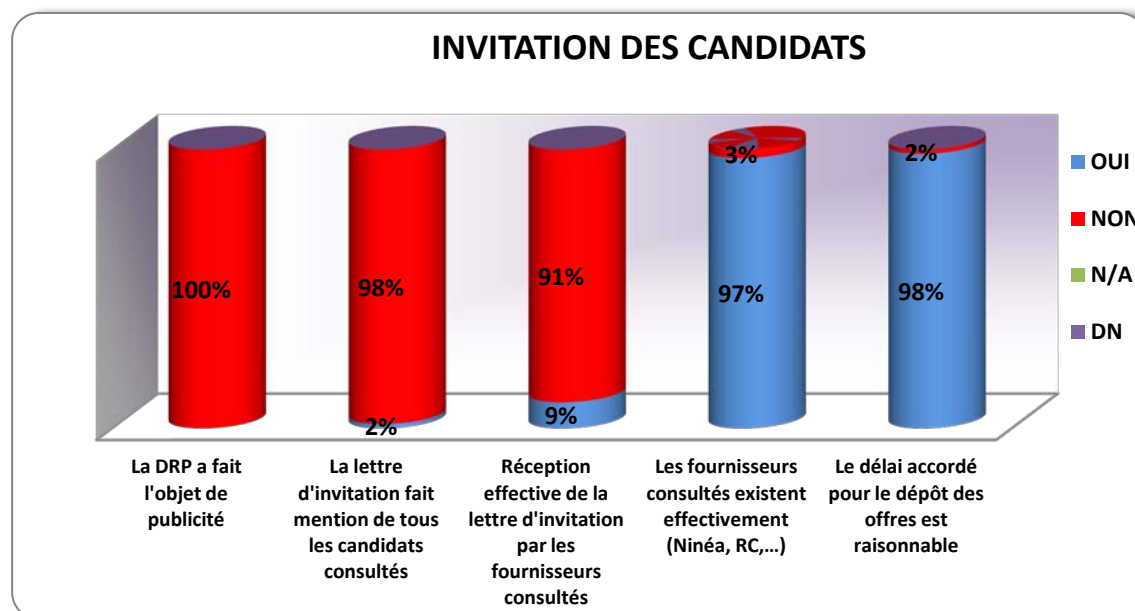
La lettre d'invitation, adressée simultanément aux fournisseurs à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins, conformément à l'article 77 du CMP 2007/78 du CMP 2011). Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

4.2.2.2 Constats

a. AOO



b. DRP



4.2.2.3 Commentaires

a. AOO

Nous n'avons pas de commentaires à faire concernant les avis d'appel d'offres.

b. DRP

Nous avons relevé une incohérence concernant les délais de remise des offres pour le marché « FOURNITURES D'OUTILLAGES » de la DAGE d'un montant de 831 428 FCFA, la lettre date du 16/11/09, alors que la date limite de remise des offres est du 18/11/11.

Par ailleurs, nous n'avons pas pu vérifier l'existence de certains soumissionnaires parce que leurs offres ne portent ni NINEA, ni RC. Il s'agit de :

- « Thiam Informatiques » pour la DRP « Fournitures de bureau » de la DECC ;
- « Sadiayou » pour la DRP « REALISATION DE L'ATELIER DE PARTAGE DE LA REFORME DE LA FPT » de la DAGE ;
- « Cheikh Fall » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;
- « Gie Wakeur Khadim » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;
- « Sénégalaise de Construction et Services » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE ;
- « Sénégalaise De Fournitures Et De Nettoyement » pour la DRP « REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU LTABD » de la DAGE.

Les lettres d'invitation ne mentionnent pas non plus les noms des candidats comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, sauf pour la DRP « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES » de l'USCP.

Enfin, d'une manière générale, comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas accompagnées:

- d'un formulaire de soumission,
- d'un projet de contrat ;
- d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises ;
- d'un bordereau de prix ;

4.2.3 Réception et dépouillement des offres

4.2.3.1 Rappels

a) AOO

Article 67 du CMP

A l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et heure limites de dépôt des offres.

Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report. Les plis reçus après le délai fixé doivent être renvoyés aux candidats sans avoir été ouverts.

Tous les candidats qui ont soumis des offres sont autorisés par l'autorité contractante à assister ou à se faire représenter à l'ouverture des plis. Les candidats ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre attestant de leur présence. Les représentants des organismes de financement peuvent également assister à l'ouverture des plis ou se faire représenter. Cette faculté est mentionnée dans l'avis d'appel d'offres.

Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie financière, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des plis. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats.

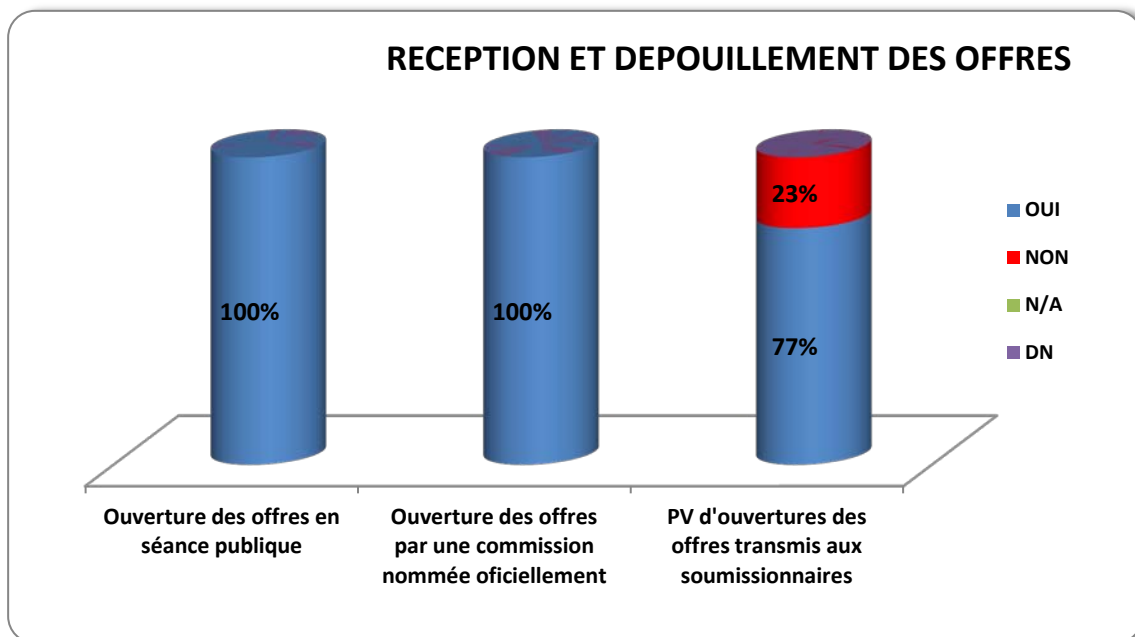
b) DRP

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

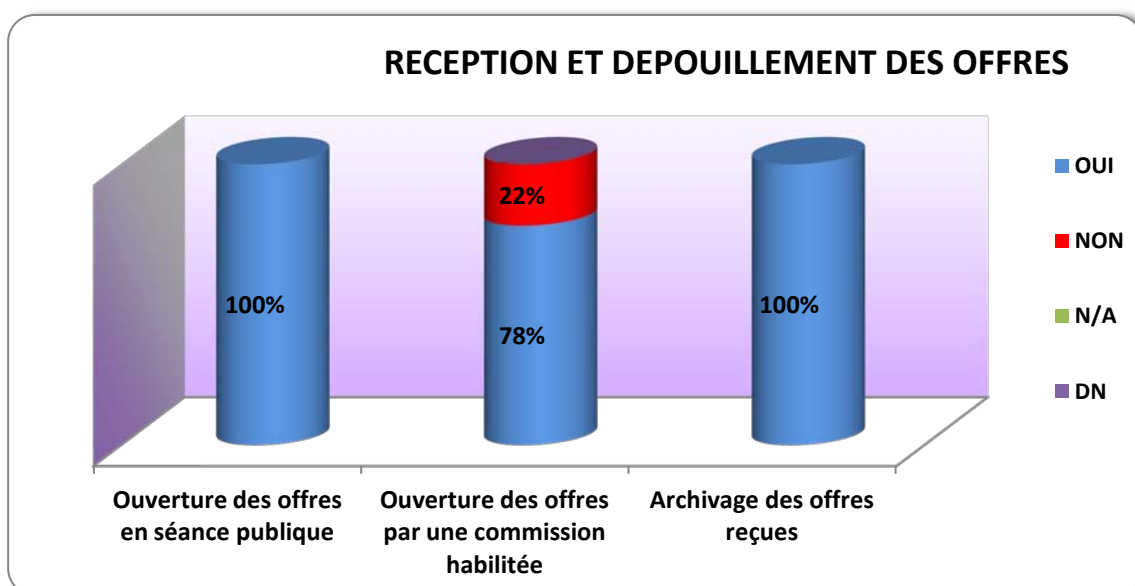
La présence des soumissionnaires à la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoire.

4.2.3.2 Constats

a. AOO



b. DRP



4.2.3.3 Commentaires

a. AOO

Nous n'avons pas la preuve de transmission des PV d'ouverture des offres signé par les membres de la commission pour les marchés suivants :

- « MATERIEL PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » d'un montant de 15 765 387 FCFA;
- « MOBILIER DE BUREAU » d'un montant de 135 995 000 FCFA ;
- « MATERIEL DE BUREAU » d'un montant de 88 352 500 FCFA ;

b. DRP

Les membres de la commission de la Direction de l'Apprentissage et de la Direction des Examens, Concours et Certifications, ayant procédé à l'ouverture des plis sont différents de ceux nommés conformément à la décision n° 003170/METFP/SG/DC/DAGE/DBC portant nomination des membres de la commission du Ministère.

4.2.4 Évaluations des offres et attribution des marchés

4.2.4.1 Rappels

a) AOO

Article 68 du CMP

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 CMP 2007 /44 CMP 2011, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Article 69 du CMP

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

Article 70 du CMP 2007

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Article 70 CMP 2011 :

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis, l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Exceptionnellement, ce délai peut faire l'objet de prorogation dans la limite maximale de dix (10) jours, sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la Direction chargée du contrôle des marchés publics.

Article 79-5 du CMP 2007/80.7 du CMP 2011

L'évaluation des propositions et la désignation de l'attributaire s'effectuent dans tous les cas :

- ✚ soit sur la base de la qualité technique de la proposition, résultant en particulier de l'expérience du candidat, de la qualification des experts et de la méthode de travail proposés, ainsi que du montant de la proposition ;
- ✚ soit sur la base d'un budget prédéterminé dont le candidat doit proposer la meilleure utilisation possible ;
- ✚ soit sur la base de la meilleure proposition financière soumise par les candidats ayant obtenu une note technique minimum ;
- ✚ soit, dans les cas où les prestations sont d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, exclusivement sur la base de la qualité technique de sa proposition. Dans ce dernier cas, l'exécution du marché doit donner lieu à un contrôle des prix de revient.
- ✚ Le marché peut ensuite faire l'objet de négociations avec le candidat dont la proposition est retenue. Les négociations ne peuvent en aucun cas être conduites avec plus d'un candidat à la fois.

b) DRP**Article 77.2 du CMP 2007/ 78.2 du CMP 2011 :**

L'autorité contractante attribue le marché au candidat présentant l'offre évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution.

Article 77.3 du CMP 2007/ 78.3 du CMP 2011:

Les marchés relatifs au DRP donnent lieu à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par Arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

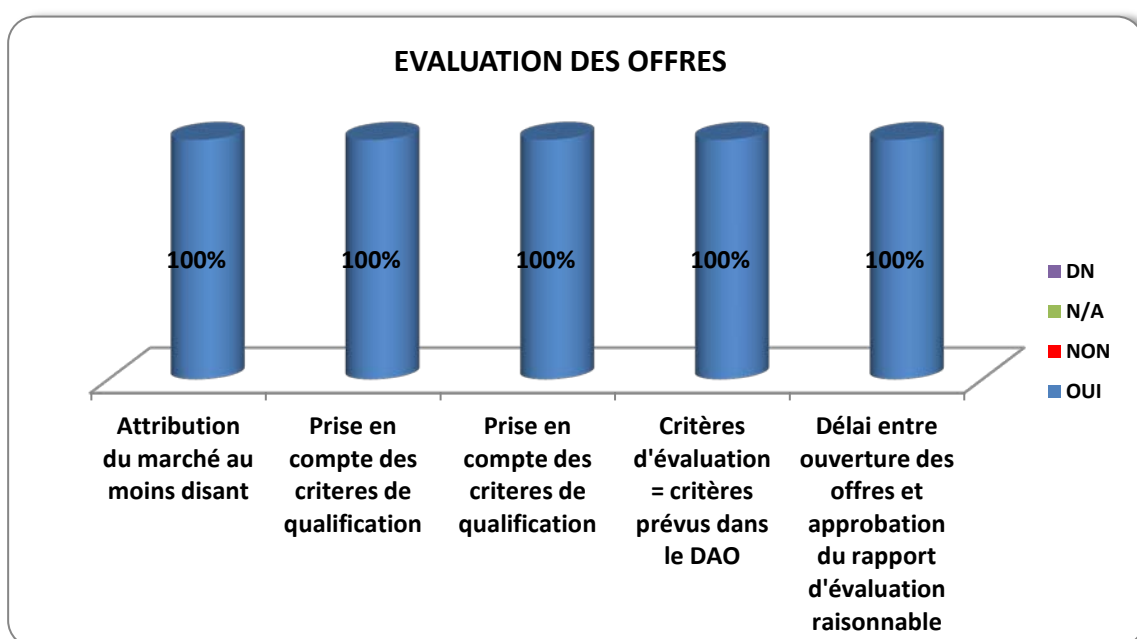
L'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire provisoire doivent être matérialisées par des procès verbaux.

La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP 2007 /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

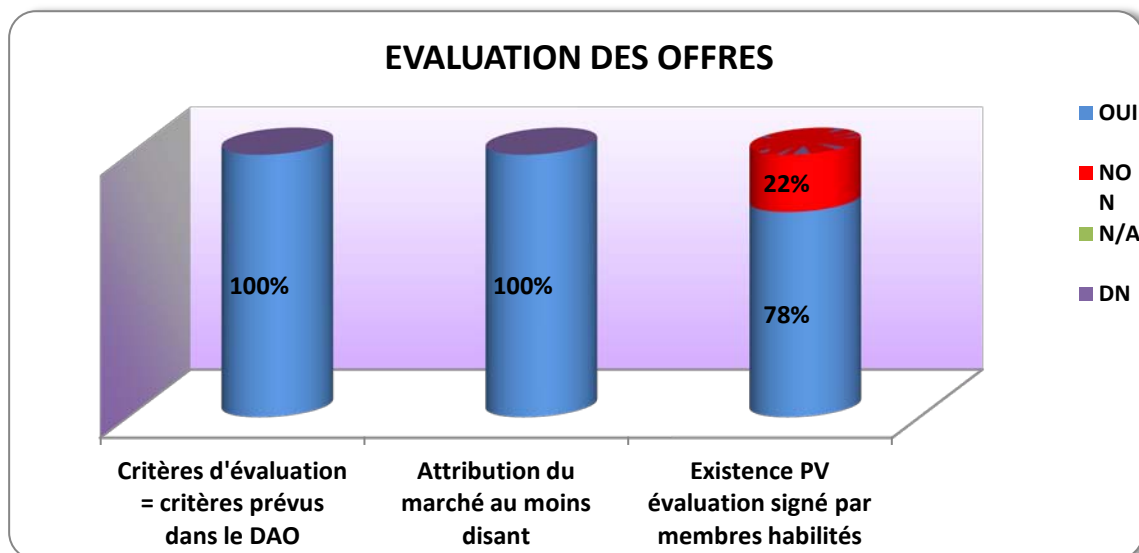
La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

4.2.4.2 Constats relatifs à l'évaluation

a. AOO



b. DRP



4.2.4.3 Commentaires relatifs à l'évaluation

a. AOO

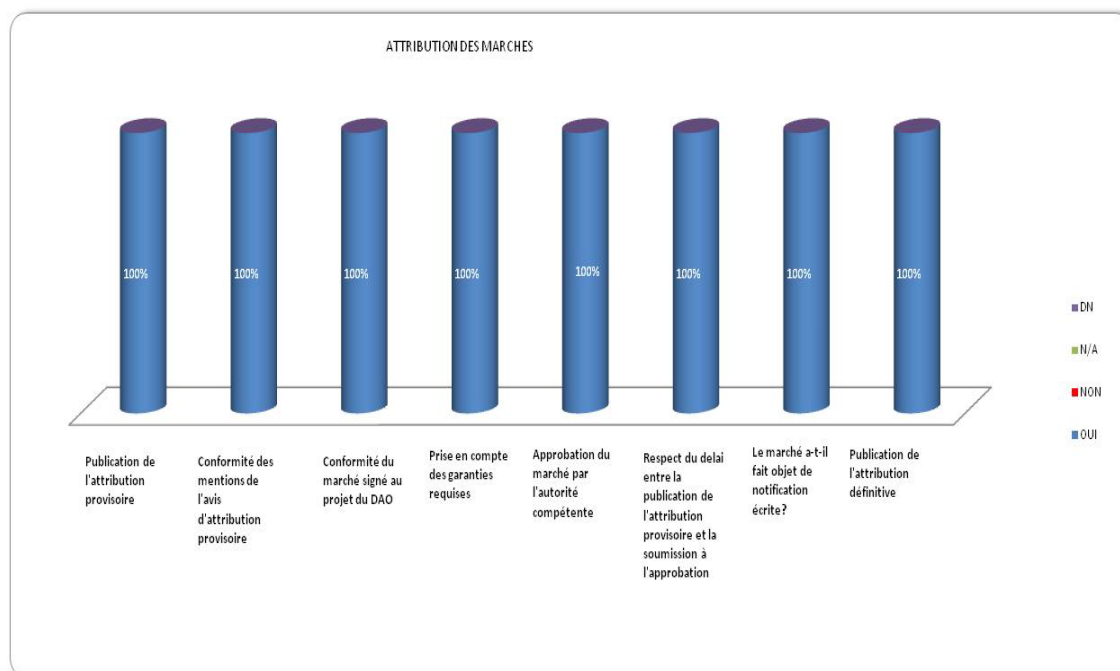
Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler concernant l'évaluation des offres.

b. DRP

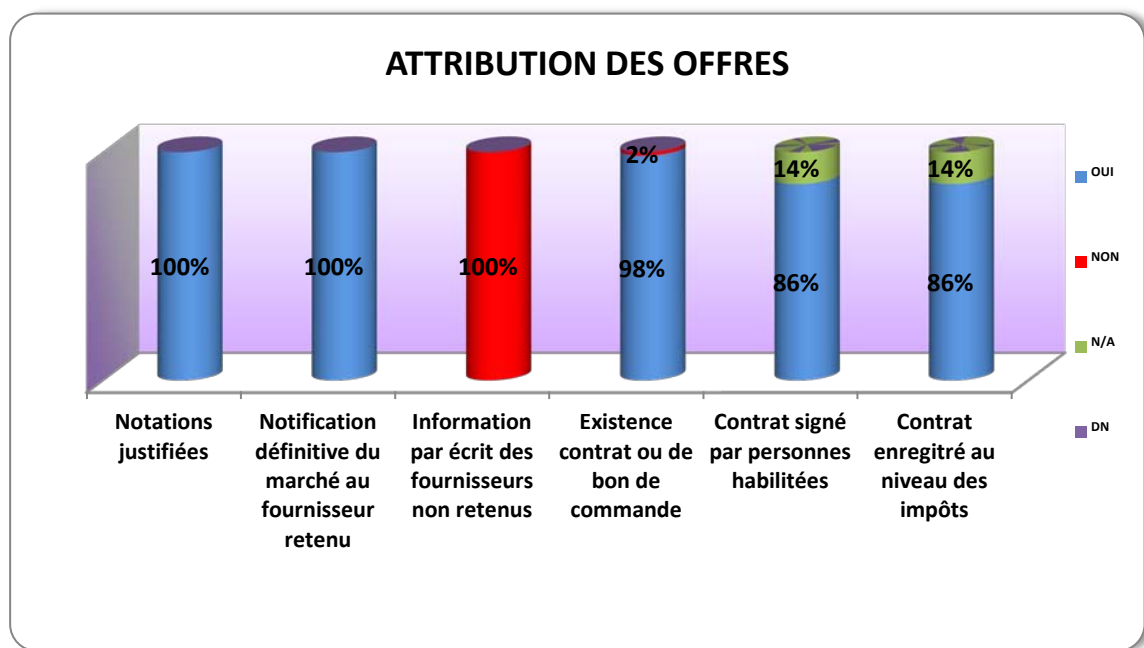
Les membres de la commission de la Direction de l'Apprentissage et de la Direction des Examens et Concours, ayant procédé à l'ouverture des plis sont différents de ceux nommés conformément à la décision portant nomination des membres de la commission du Ministère.

4.2.4.4 Constats relatifs à l'Attribution

a. AOO



b. DRP



4.2.4.5 Commentaires relatifs à l'Attribution

a. AOO

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler concernant l'attribution des marchés.

b. DRP

Nous n'avons pas obtenu le contrat ou le BC de la DRP DAGE : « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA ; parce que la DRP n'a pas été exécutée.

4.2.5 Cas particulier des marchés passés par entente directe

4.2.5.1 Rappels




Article 75 du CMP 2007/ 76 du CMP 2011 :

Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle.

Article 76 du CMP 2007 :


Il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics dans les cas suivants :

-  pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
-  pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
-  pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres, que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé dans le rapport annuel établi par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics.

Article 76 du CMP 2011 :

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

-  autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

-  avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
 - Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;
 - Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
 - Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
 - destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde

des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;

- relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
- les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;

b) Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;

c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

4.2.5.2 Constats

Nous n'avons pas relevé de constats particuliers concernant le marché passé par entente directe.

4.2.6 Délais de passation des marchés

4.2.6.1 Rappels

a) AOO

Délais de présentation des offres et des candidatures (Article 63 du CMP)

DELAIS DE PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES				
Procédures	Délai de dépôt des offres ou demande de participation	Publication électronique	Procédure d'urgence	Procédure d'urgence et publication électronique
Appel d'Offres Ouvert avec ou sans préqualification	30 jours	25 jours	20 jours	15 jours

Article 82 du CMP 2007 / 84 du CMP 2011

Les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature dans un délai de quinze jours suivant la publication de l'avis d'attribution.

Article 83 du CMP 2007 / 85 du CMP 2011

Dans les quinze (15) jours suivants la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive.

b) DRP

Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des travaux doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée (cf. Circulaire n°4 du 31/3/2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP).

4.3 Audit de l'exécution financière

4.3.1 Etendue des travaux d'audit du volet financier

4.3.1.1 Concernant l'engagement

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence d'un contrat / bon de commande ou bon d'engagement.

4.3.1.2 Concernant le contrôle et la certification du service fait

Nous avons vérifié l'existence d'un procès verbal de réception, d'un bon de livraison ou d'un certificat administratif attestant que les travaux ou services ont été réalisés.

4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Nous avons vérifié l'existence d'un décompte / facture certifié conforme ainsi qu'une copie de chèque déchargée.

4.3.1.4 Limites de l'audit de l'exécution financière

Nous avons relevé lors de la revue l'absence de certains documents de paiement concernant les marchés qui n'ont pas été exécutés.

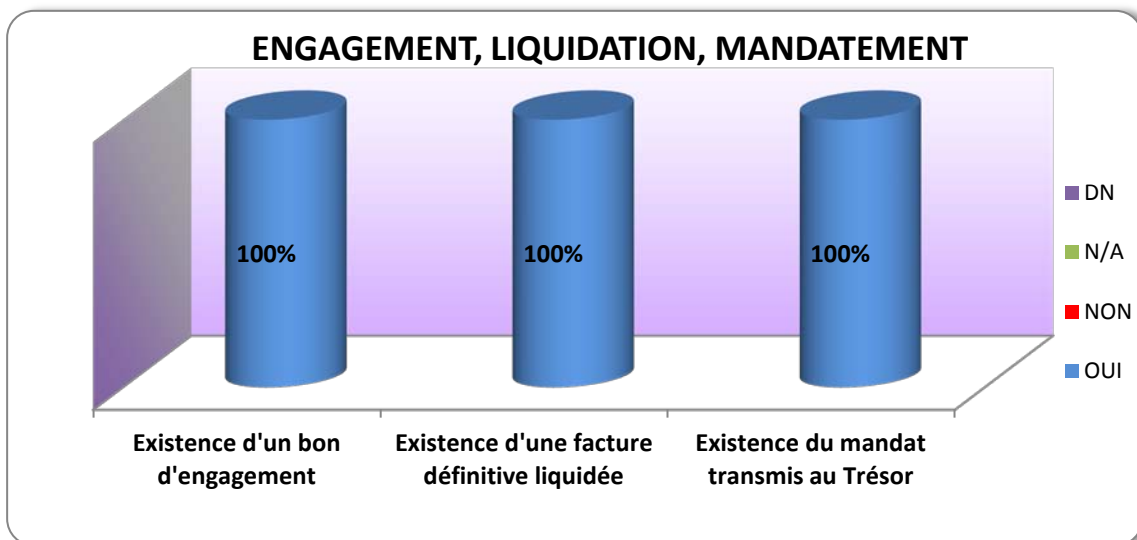
4.3.2 Constats d'audit sur le volet d'exécution financière

4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles

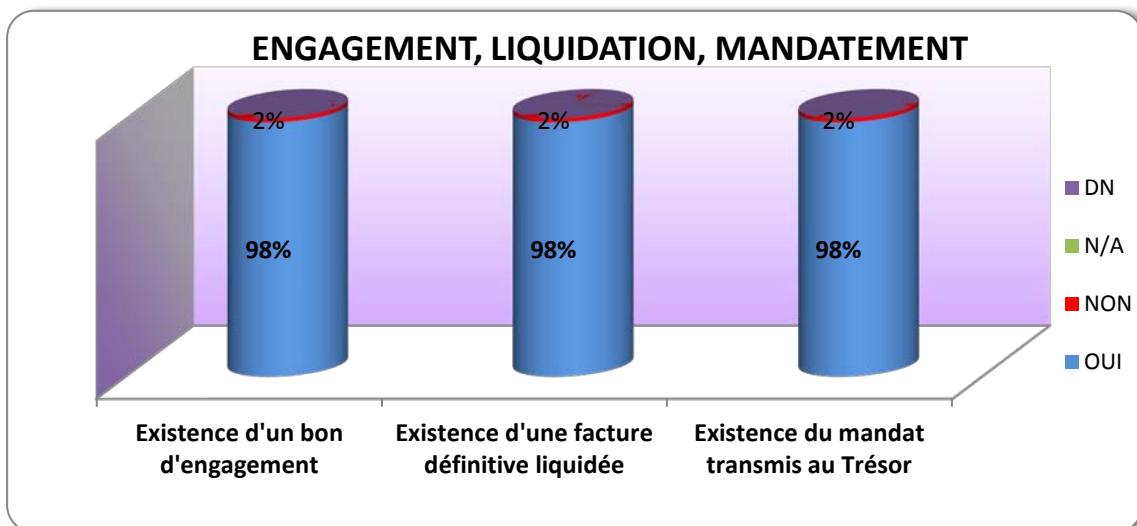
Nous avons obtenu les preuves des garanties (soumission et exécution) ont été fournies, nous n'avons pas de commentaires particuliers.

4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses

a. AOO



b. DRP



4.3.2.3 Commentaires

a. AOO

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler.

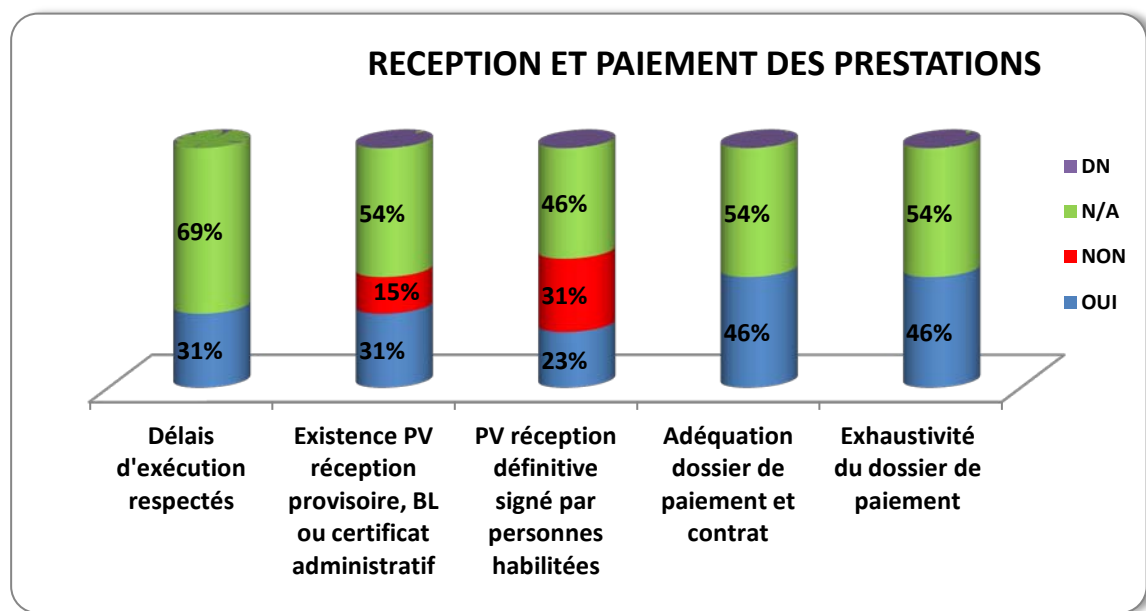
b. DRP

Nous n’avons obtenu ni le titre de créance; ni le titre de certification, ni la facture définitive pour la DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATIERES D’ŒUVRE » d’un montant de 10 443 000 FCFA. Ceci s’explique par le fait que la DRP n’ait pas été exécutée.

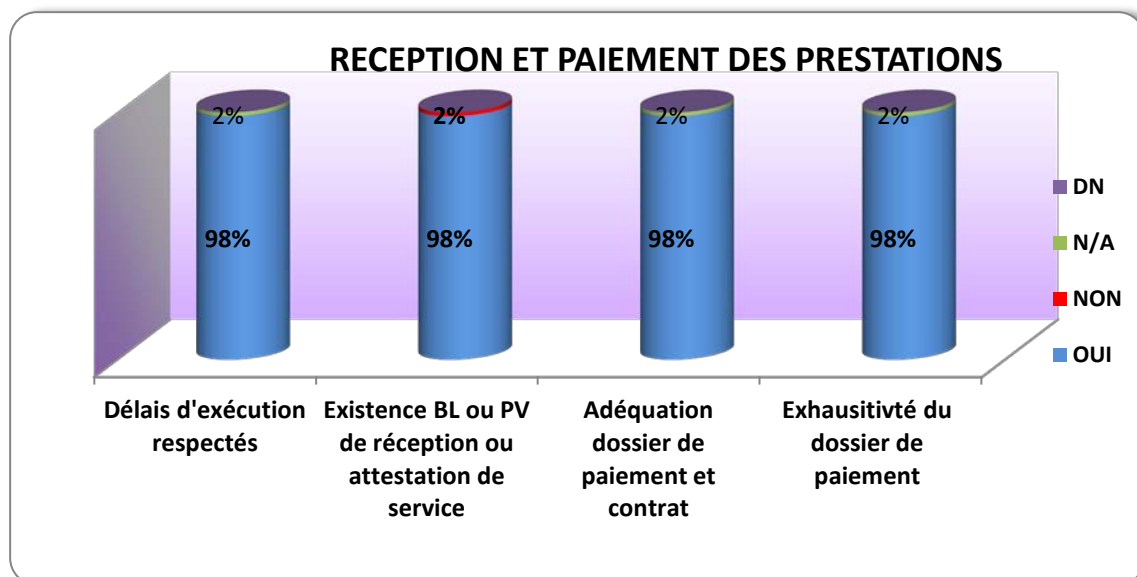
4.3.2.4 Réception et paiement des prestations

4.3.2.5 Constats

a. AOO



b. DRP



4.3.2.6 Commentaires

a. AOO

Concernant les marchés exécutés, nous n'avons pas obtenu les PV de réception du marché « MATERIEL DE SOUDURE » d'un montant de 72 096 831 FCFA et « MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE » d'un montant de 87 478 400 FCFA.

b. DRP

Nous n'avons pas obtenu ni les délais d'exécution, ni le PV de réception pour la DRP « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA parce qu'elle n'a pas été exécutée.

4.4 Audit de l'exécution physique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

OBJET	NATURE	MONTANT EN CFA HTVA	MONTANT EN CFA TTC	LIEU
Marché T 1247/11 souscrit le 23/09/11, approuvé le 31/10/11, Financement BCI/2011 : Réhabilitation du lycée Limamoulaye de Guédiawaye	Réhabilitation de bâtiments pédagogiques : bâtiment secondes, bâtiment terminales, BT technique première S, premières et CFTA, bâtiments première L, hangar 1A et B, 2blocs sanitaires	634 912 852	749 197 165	Guédiawaye (Dakar)

5. RECOMMANDATIONS

5.1 Recommandations générales

5.1.1 Recommandations relatives à l'archivage

N° ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFPAA
1	Nous n'avons pas obtenu le contrat ou le BC concernant la DRP DAGE : « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA	Nous recommandons au MFPAA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs.	- <i>DAGE</i> : en regardant le bon d'engagement vous constaterez que les visas du COF et de l'ordonnateur n'y sont pas apposés, la DRP n'a pas été liquidé d'où l'absence de contrat ou de BC
2	Nous n'avons pas obtenu le titre de créance; le titre de certification et la facture définitive liquidée n'ont pas été obtenus pour la DRP de la DAGE « FOURNITURE DE MATIERES D'ŒUVRE » d'un montant de 10 443 000 FCFA	Nous recommandons au METFP d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs	<i>DAGE</i> : en regardant le bon d'engagement vous constaterez que les visas du COF et de l'ordonnateur n'y sont pas apposés, la DRP n'a pas été liquidé d'où l'absence de titre de créance; le titre de certification et la facture définitive
3	Concernant les marchés exécutés, nous n'avons pas les PV de réception de : <ul style="list-style-type: none"> - « Matériel et outillage technique » d'un montant de 72 096 831 FCFA ; - « Matériel de soudure » d'un montant de 87 478 400 FCFA. 	Nous recommandons au METFP d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs	- <i>Matériel et outillage technique du CFPT, au moment de la liquidation ils ont omis de faire la copie du PV.</i> - <i>Matériel de soudure, au moment de la liquidation ils ont omis de faire la copie de l'original du PV qui a accompagné le dossier de liquidation.</i>

5.1.2 Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants

N° ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFPA
1	La Cellule n'a pas produit les rapports trimestriels prévus par la réglementation et portant sur la passation et l'exécution des marchés, mais uniquement un rapport annuel ;	Conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 relatif aux cellules de passation des marchés, nous recommandons à la Cellule de produire des rapports trimestriels	<i>En 2011, il n'a pas été rédigé de rapport trimestriel mais plutôt un rapport annuel.</i>

5.1.3 Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori

Cf. rapport de synthèse

5.2 Recommandations relatives au fractionnement

N° ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFPA
1	L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement. Les DRP de même nature doivent être regroupées et passées selon le mode AOO si le seuil est atteint.	Nous recommandons au Ministère de regrouper l'ensemble des DRP DE même nature.	<i>Cela est inhérent à l'organisation des examens, concours et certification dont les matières d'œuvres sont souvent déterminées à une semaine de l'examen pour des raisons de confidentialités des épreuves qui doivent sortir.</i>

5.3 Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés

N°	Constats	Recommandations	Commentaires du MFPAA
1	Nous n'avons reçu que l'attestation de formation de la suppléante du coordonnateur de la Cellule, madame Sanou Sarr. Nous n'avons obtenu aucun document attestant que le coordonnateur de la Cellule ait suivi une formation pour nous assurer de sa capacité à intervenir dans le processus de passation des marchés.	Nous recommandons au MFPAA d'archiver l'ensemble des documents de marchés et de les mettre à la disposition des auditeurs	<i>Ultérieurement nous (CPM) demanderons les copies des attestations de formation des agents ayant effectué une formation ;</i>

5.4 Recommandations relatives à l'attribution des marchés

N° ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du METFP
1	Nous n'avons pas la preuve de transmission des PV d'ouverture des offres signé par les membres de la commission pour les marchés suivants : -« MATERIEL PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES » d'un montant de 15 765 387 FCFA; -« MOBILIER DE BUREAU » d'un montant de 135 995 000 FCFA ; -« MATERIEL DE BUREAU » d'un montant de 88 352 500 FCFA ;	En application de l'article 67 du CMP, nous recommandons au ministère de transmettre les PV d'ouverture des offres signés par les membres de la commission, aux soumissionnaires	<i>La preuve de la transmission des PVO sont disponibles pour les appels d'offres :</i> - BCI 02-2011S/J - BCI 04-2011 - BCI 05-2011
2	Nous n'avons pas eu connaissance de l'existence d'un fichier de fournisseurs agréés pour le ministère;	Mettre en place un fichier fournisseurs agréés	<i>Il existe au niveau du niveau de la DAGE une base de données des fournisseurs agréés. Vous pouvez le vérifier.</i>
3	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats comme le stipule la circulaire 0004/PM/CAB/CP, sauf pour la DRP « ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES » de l'USCP ;	Conformément à la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant instructions pour la mise en œuvre des DRP, les lettres d'invitation doivent indiquer les noms des soumissionnaires consultés.	<i>Au niveau interne, il avait été considéré qu'inscrire dans une lettre d'invitation les noms des autres fournisseurs concurrents pouvait entraîner une entente entre ces derniers.</i>

N° ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du METFP
4	Conformément à la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant instructions pour la mise en œuvre des DRP prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, projet de contrat, d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires des qualifications minimales requises et de bordereau de prix	Conformément à la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant instructions pour la mise en œuvre des DRP, la lettre d'invitation doit être accompagnée de formulaire de soumission, projet de contrat, d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires des qualifications minimales requises et de bordereau de prix	<i>Nous prenons acte de ces recommandations et veillerons au respect strict ultérieurement</i>
5	Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons aucune preuve pour nous assurer de la réception effective des lettres d'invitation par les soumissionnaires;	La preuve de transmission des lettres d'invitation aux soumissionnaires doit être matérialisée	<i>Le registre est bien disponible</i>
6	Les lettres mises à notre disposition et informant les candidats non retenus du rejet de leur offre ne sont pas déchargées par les destinataires. De ce fait, nous ne pouvons pas confirmer que ces lettres sont parvenues auxdits candidats.	La preuve de transmission des lettres informant les candidats non retenus du rejet de leurs offres aux soumissionnaires doit être matérialisée	<i>Le registre est bien disponible</i>

5.5 Recommandations relatives au renforcement de la régulation

Cf. rapport de synthèse.

6. ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES

6.1 Liste des DRP contrôlées

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
1	Réalisation de la formation résidentielle des gestionnaires et planificateurs du METFP	Service	Comptoir Commercial D'industrie	24 997 120
2	La conception et l'élaboration du CDSMT du METFP	Service	Entreprise ACP	24 662 000
3	Travaux de réhabilitation du CRETF de Kolda	Travaux	Entreprise Bagdad Traiding	24 907 912
4	Réalisation de l'étude pour la mise en place d'un plan de formation des agents du METFP	Service	Entreprise BELLY COMMERCE INDUSTRIE	24 992 400
5	Fourniture de matériels pédagogiques pour le compte Professionnelle	Fournitures	Entreprise BIP DISTRIBUTION	4 991 400
6	Renforcement de capacités des Professeurs VAC DE Gestion en Technique administrative et TQG	Service	Entreprise D.S.P.S	22 992 300
7	Renforcement de capacités des PC et VAC en Mécanique Auto et technicien de bâtiments en dessin assisté par ordinateur	Service	Entreprise D.S.P.S	19 999 997
8	L'atelier sur le statut des Etablissements de l'ETFP	Service	Entreprise ETS S.S.M.F MBACKE	14 999 971
9	Formation des vacataires et contractuels des régions de Kolda, Ziguinchor, Tambacounda, Kaffrine et Kaolack	Service	Entreprise IDEAL MULTISERVICES	23 983 500

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
10	L'élaboration du manuel de procédure administrative et comptable de l'UAP du CNFMETP	Service	Entreprise IDEAL MULTISERVICES	14 986 000
11	La fourniture de pneus	Fournitures	Entreprise PRESS HIGH-TECH	2 513 400
12	Fourniture d'outillages	Fournitures	Entreprise PRESS HIGH-TECH	831 428
13	Fourniture de pneus au profit du METFP	Fournitures	Entreprise PRESS HIGH-TECH	11 885 550
14	Entretien et la réparation des installations électriques et téléphoniques et split du METFP	Service	Entreprise PRESS HIGH-TECH	10 030 000
15	Formation en APC des chefs d'établissement	Service	Entreprise SCT Sénégalaise de commerce et de travaux	22 579 300
16	Entretien et la réparation des climatiseurs, split, photocopieuses du cabinet	Service	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	10 093 130
17	Fourniture de matières d'œuvre	Fourniture	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	2 799 550
18	Fourniture de matières d'œuvre	Fourniture	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	4 999 778
19	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques destinés aux examens et concours professionnels du METFP	Fourniture	Entreprise SERIGNE NAURY GAYE	14 797 495
20	Réfection du CETF de Kédougou	Service	Entreprise Touba Global Ceramic Sarl	24 989 202
21	Travaux de réhabilitation du CEDT G 15	Travaux	Entreprise Touba Global Ceramic Sarl	24 299 424

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
22	Fourniture de matériels pédagogiques pour le compte Professionnelle, l'Entreprise IDEAL MULTISERVICES	Fourniture	Entreprises Keur Dabakh Malick	14 914 846
23	Réalisation des travaux de réhabilitation du LTABD	Travaux	Ets Awa Bousso Mbacke	23 732 750
24	Fourniture de matières d'œuvre	Fourniture	Ets Darou Rahmane	10 443 000
25	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	Fourniture	Ets Darou Rahmane	5 260 629
26	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	Fourniture	Ets Darou Rahmane	4 862 721
27	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	Fourniture	Ets Darou Rahmane	3 842 965
28	Fourniture de matières d'œuvre	Fourniture	Ets Darou Rahmane	7 099 976
29	Fourniture de matériels pédagogiques et didactiques au profit du METFP	Fourniture	Gie La Providence	9 634 700
30	Fourniture de matériels et outillages techniques au profit du METFP	Fourniture	Gie Thiaytoug	4 600 000
31	Formation des agents du Ministère en gestion des ressources humaines	Service	Magou Entreprise	24 532 200
32	Formation en gestion des ressources humaines des chefs d'établissement	Service	Magou Entreprise	24 532 200

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
33	Renforcement de capacité de PC et Vacataires des filières mécanique auto et géomantique	Service	Magou Entreprise	23 995 300
34	Séminaire de renforcement de capacité	Service	Magou Entreprise	23 959 900
35	réalisation de l'atelier de partage de la réforme de la FPT	Service	Magou Entreprise	24 803 600
36	formation en APC de Chefs de services et chefs de divisions	Service	Sénégalaise De Commerce Et De Négoce	24 603 000
37	fourniture d'équipements sportifs	Fourniture	Sérigne Cheikhouna Mbacke	7 311 500
38	formation en GRH des chefs de bureau et chefs de division	Service	Solution Universelle	24 933 400
39	Travaux d'entretien et de nettoyage des locaux du METFP	Travaux	Souleymane Ba Multi Act	13 564 100
40	Travaux de désinsectisation et de dératisation des locaux du METFP	Travaux	Souleymane Ba Multi Act	8 985 700
41	Réhabilitation du LTID Delafosse	Travaux	Souleymane Ba Multi Act	15 000 000
42	Travaux de désinsectisation et de dératisation des locaux du METFP	Travaux	Souleymane Ba Multi Act	5 529 480
43	Fourniture de Bureau	Service	ANSAR AFFAIRES	2 398 174
44	Matériel et Produit d'entretien	Fourniture	PRESS HIGHT TECH	749 980
45	Consommables Informatiques	Fourniture	SECKAM	1 124 540
46	Matériels pédagogiques et didactiques	Fourniture	SENTRACOM	1 498 000

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
47	Achat de rideaux	Fourniture	AMADOU LAMINE NDIAYE	1 124 963
48	Entretien et Maintenance du Parc Informatique	Service	GROUPE AGIF INFORMATIQUE	1 125 000
49	Fournitures de bureau	Fourniture	Keur Dabakh Malick	3 934 120
50	Achat de matériels et produits d'entretien	Fourniture	Ets Sope Borom Touba	1 312 160
51	Achat de consommables Informatiques	Fourniture	ALM Afrique SARL	1 874 902
52	Entretien et réparation véhicules	Service	Carrosserie Khadimou Rassoul	2 249 998
53	Entretien matériels Informatiques et Electroniques	Service	Keur Dabakh Malick	1 308 620
54	Désinfection et désinsectisation des locaux	Service	Sérigne Naury GAYE	1 123 600
55	Entretien des locaux	Service	Sérigne Naury GAYE	4 873 400
56	Achat de matériels pédagogiques	Fourniture	Sérigne Naury GAYE	14 552 940
57	Achat de consommables Informatiques	Fourniture	Office Consommables	625 400
58	Entretien et réparation véhicules USCP	Service	Gie Karambene	2 212 500
59	Entretien et maintenance matériel informatique	Service	Assef Informatique	1 496 240
60	Achats de fourniture de bureau	Fourniture	Gie Secomdis	1 499 780
61	Achat de produit d'entretien	Fourniture	Etablissement Momar Fall	598 437

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
62	Achat de fournitures de bureau, de matériels et consommables informatiques	Fourniture	Ein International	4 945 675
63	Formation des agents de l'USCP	Service	Damel Traiding	749 902
64	Atelier de restitution des activités	Service	Assef Informatique	738 680
TOTAL				689 589 835

6.2 Liste des appels d'offres contrôlés

N° d'ordre	Objet du marché	Nature de marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
1	Matériel pédagogique et didactique	Fourniture	FERMON LABO	15 765 387
2	Mobilier de bureau	Fourniture	GIE-GTS	135 995 000
3	Matériel de bureau	Fourniture	COMSES	88 352 500
4	Matériel et outillage technique	fourniture	FERMON LABO	87 478 400
5	Matériel de cuisine	Fourniture	GIE AGEDIS	181 253 664
6	Matériel de coiffure	Fourniture	GIE-GTS	84 729 900
7	Manuels Didactiques	Fourniture	FERMON LABO	210 264 714
8	Acquisition de Véhicules	Fourniture	MAT FORCE	43 452 000
9	Groupe Electrogène	Fourniture	SOFICA	25 053 719
10	Mécanique Automobile	Fourniture	SOFICA	349 060 874
11	Menuiserie Métallique	Fourniture	FERMON LABO	70 471 383
12	Matériel de Soudure	Fourniture	FERMON	72 096 831

N° d'ordre	Objet du marché	Nature de marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
13	Menuiserie Bois	fourniture	FERMON LABO	45 239 338
Total				660 016 545

6.3 Liste de l'Entente Directe

N° d'ordre	Objet du marché	Nature de marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
1	Réhabilitation lycée Limamoulaye de Guédiawaye	Travaux	VISION INTERNATION AL DES PRODUITS	749 197 165
Total				749 197 165